

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1116

14 avril 2016

SOMMAIRE

Bolton-Emerson-Europe S.A.	53522	Gateway Luxembourg S.A.	53529
BPT Optima S.A., SICAR	53522	Geminus Bis S.A.	53528
Bundesverband Investmentkraft S.A.	53522	Graros S.A.	53529
Calypto Holding S.à r.l.	53523	Iesp Invest	53528
Capital International Fund	53524	IPone	53527
Capital International Portfolios	53524	JAB Holding Company s.à.r.l.	53527
CapMan Fund Investments SICAV-SIF	53523	JAB Partners S.à r.l.	53528
CapMan Nordic Real Estate Manager S.A. ...	53524	Jack of all Trading Holding S.à r.l. / B.V.	53567
CapMan Public Market Manager S.A.	53525	Jarama Holding S.A.-SPF	53527
CCP IV Garching S.à r.l.	53523	Lion Property	53530
CENTRUM Holding Luxembourg S.à r.l. ...	53524	Lrlux	53530
Cheniére International Investments Holdings	53525	Luxargo	53530
Citruz Prop3 S.à r.l.	53525	LUX. FINANCIAL COMPANY Spf S.A.	53529
Cockatoo S.A.	53526	Madrid Gas Investments S.A.	53531
C One Lux	53522	Marcold	53530
Corporate III	53523	MStar Europe Midco S.à r.l.	53526
Cribs S.A.	53568	MStar Europe Midco S.à r.l.	53526
Espace Concept S.A.	53568	Mstar Germany EB8 S.à r.l.	53526
Fiduciaire Treuconsult S.A.	53562	Opra Consulting S.A.	53527
Finest Italian Food	53528	Sibelco Laos Invest S.à.r.l.	53529
Finexinvest S.A.	53565	TalkingBird S.à r.l.	53525
Flabeg Management S.à r.l. & Partners S.C.A.	53558	Vizeo (S.A.) SICAV-SIF	53531
		XI Callisto Luxco II S.à r.l.	53545

Bolton-Emerson-Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 7, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 162.153.

—
Extrait des délibérations de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue au siège social de la société en date du 10 février 2016

Après délibération, l'Assemblée, à l'unanimité, a décidé:

- d'accepter la démission de DATA GRAPHIC S.A. de ses fonctions de Commissaire au comptes.
- de nommer à la fonction de Commissaire aux comptes de la Société, Monsieur Nicol GODFREY, financial product manager, né à Courtrai (Belgique) le 27/01/1984 et résidant à 4C Fleeschgaass, 6665 Herborn (Luxembourg) jusqu'à l'Assemblée générale annuelle des actionnaires qui se tiendra en l'année 2017.

- De modifier les adresses des administrateurs auprès du Registre de Commerce et d Sociétés Luxembourg comme suit:

Alain NOULLET: 7, rue Guillaume J. Kroll L-1882 Luxembourg

Clive GODFREY: 8, rue Heinrich Heine L-1720 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2016064300/20.

(160026577) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2016.

BPT Optima S.A., SICAR, Société Anonyme sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 110.456.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 février 2016.

Référence de publication: 2016064301/10.

(160026870) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2016.

Bundesverband Investmentkraft S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2, rue Astrid.
R.C.S. Luxembourg B 80.229.

—
Le siège social de la société BUNDESVERBAND INVESTMENTKRAFT S.A. est établi à L-1143 LUXEMBOURG, 2 rue Astrid.

Luxembourg, le 11 février 2016.

BUNDESVERBAND INVESTMENTKRAFT S.A.

Signature

Référence de publication: 2016064306/12.

(160026603) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2016.

C One Lux, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1950 Luxembourg, 14, rue Auguste Lumière.
R.C.S. Luxembourg B 185.381.

—
Extrait rectificatif du dépôt n°L150042904

Par résolutions prises en date du 27 Février 2014, les statuts mentionnent Mademoiselle Alix le LEVREUR-BARTON en tant que gérante à durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016064310/12.

(160026329) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2016.

Calypso Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1748 Luxembourg-Findel, 7, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 201.600.

—
Extrait des résolutions des actionnaires de la société Calypso Holding S.à r.l. du 20 janvier 2016

1. Acceptation de la démission de Monsieur James Bermingham, né le 19 décembre 1972, à Sheffield, Royaume-Uni, résidant au 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant de la Société avec effet au 15 janvier 2016,

2. Acceptation de la nomination de Madame Monica Morsch, née le 3 juin 1987 à Craiova, Roumanie, résidante au 7, rue Lou Hemmer, 1748 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant de la Société avec effet au 15 janvier 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 10 février 2016.

Référence de publication: 2016064314/17.

(160026130) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2016.

CapMan Fund Investments SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 147.089.

—
Lors de l'assemblée générale annuelle tenue en date du 11 mai 2015, les actionnaires ont décidé de renouveler les mandats suivants:

- Svetlana Panfilova, administrateur, avec adresse professionnelle au 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg

- Benoni Dufour, administrateur, avec adresse au 15, Op der Sank, L-5713 Aspelt

- Niko Haavisto, administrateur, avec adresse au 32, Korkeavuorenkatu, 00130 Helsinki, Finlande

- Dirk Beeusaert, membre du conseil d'administration, avec adresse au 23, Dries, 9112 Sinaai, Belgique

pour une période venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2015 et qui se tiendra en 2016;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 9 février 2016.

Référence de publication: 2016064318/18.

(160026389) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2016.

Corporate III, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 131.532.

—
1. ES WIRD FESTGESTELLT UND BESTÄTIGT, dass Herr Markus Kohlenbach sein Mandat als Mitglied des Verwaltungsrates zum 1. Dezember 2015 niedergelegt hat.

Référence de publication: 2016064345/9.

(160026323) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2016.

CCP IV Garching S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 198.452.

—
Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 10 février 2016.

Référence de publication: 2016064351/10.

(160026099) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2016.

Capital International Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6C, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 8.833.

EXTRAIT

Il est porté à la connaissance des tiers que Monsieur Stephen Gosztony a démissionné de sa fonction d'Administrateur de la Société Capital International Fund avec effet au 1^{er} octobre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 février 2016.

Référence de publication: 2016064348/12.

(160025836) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2016.

Capital International Portfolios, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6C, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 125.271.

EXTRAIT

Il est porté à la connaissance des tiers que Monsieur Stephen Gosztony a démissionné de sa fonction d'Administrateur de la Société Capital International Portfolios avec effet au 1^{er} octobre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 février 2016.

Référence de publication: 2016064349/12.

(160025835) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2016.

CENTRUM Holding Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 1C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 158.741.

Auszug aus dem Gesellschafterbeschluss am 8. Januar 2016 gefasst wurde:

Die Gesellschafter beschließen, Herrn Frank Zabel, geboren am 19. September 1963 in Mannheim, Deutschland, beruflich ansässig in 8a, Kaistraße, D-40221 Düsseldorf, Deutschland mit sofortiger Wirkung als Geschäftsführer der Gesellschaft abzurufen und mit sofortiger Wirkung Herrn Thorsten Schwertel, geboren am 13. Juli 1969 in Bad Marienberg, Deutschland, beruflich ansässig in Kaistraße 8a, D-40221 Düsseldorf, Deutschland, als neuen Geschäftsführer auf unbestimmte Dauer zu ernennen.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, den 10. Februar 2016.

Für CENTRUM Holding Luxembourg S.à r.l.

Ein Beauftragter

Référence de publication: 2016064356/18.

(160026623) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2016.

CapMan Nordic Real Estate Manager S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 170.037.

Lors de l'assemblée générale annuelle tenue en date du 28 juin 2013, les actionnaires ont décidé de renouveler le mandat de réviseur d'entreprises agréé de PricewaterhouseCoopers, avec siège social au 2, rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg, qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2015 et qui se tiendra en 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 février 2016.

Référence de publication: 2016064320/12.

(160026378) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2016.

CapMan Public Market Manager S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 140.321.

I. Lors de l'assemblée générale annuelle tenue en date du 8 mai 2013, les actionnaires ont décidé de renouveler le mandat de réviseur d'entreprises agréé de PricewaterhouseCoopers, avec siège social au 2, rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg, qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2015 et qui se tiendra en 2016.

II. Lors de l'assemblée générale annuelle tenue en date du 9 mai 2014, les actionnaires ont décidé de renouveler le mandat d'administrateur de Svetlana Panfilova, avec adresse professionnelle au 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2014 et qui se tiendra en 2015.

III. Lors de l'assemblée générale annuelle tenue en date du 9 juin 2015, les actionnaires ont décidé de renouveler le mandat d'administrateur de Svetlana Panfilova, avec adresse professionnelle au 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, qui statuera sur les comptes de l'exercice social se clôturant au 31 décembre 2015 et qui se tiendra en 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 février 2016.

Référence de publication: 2016064321/18.

(160026376) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2016.

Cheniere International Investments Holdings, Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 179.818.

En date du 1^{er} février 2016, Cheniere Marketing, LLC, associé unique de la société, a décidé comme suit:

1/ De prendre acte et d'accepter la démission de Monsieur Michael Wortley, Gérant de la société, avec effet au 22 janvier 2016.

2/ De nommer Madame Meg Gentle, née le 14 juillet 1974 à Virginia, États-Unis, ayant son adresse professionnelle au Berkeley Square House, Floor 5, Wing 4 Berkeley Square, London W1J6BY, United Kingdom, en tant que Gérant de la société, avec effet au 22 janvier 2016 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 février 2016.

Référence de publication: 2016064330/16.

(160025841) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2016.

Citruz Prop3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 190.086.

Les statuts coordonnés au 20 janvier 2016 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch

Notaire

Référence de publication: 2016064335/11.

(160026428) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2016.

TalkingBird S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1328 Luxembourg, 26, rue Charlemagne.

R.C.S. Luxembourg B 168.944.

Les comptes annuels au 04/03/2016 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016076146/9.

(160040456) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

MStar Europe Midco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 188.517.

Les comptes annuels de la Société pour la période du 2 juillet 2014 au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 février 2016.

Référence de publication: 2016076027/11.

(160040405) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

MStar Europe Midco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 188.517.

Les comptes annuels consolidés de la Société pour la période du 2 juillet 2014 au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 février 2016.

Référence de publication: 2016076028/11.

(160040406) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

Mstar Germany EB8 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 188.097.

Les comptes annuels de la Société pour la période du 19 juin 2014 au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 février 2016.

Référence de publication: 2016076029/11.

(160040401) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

Cockatoo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2C, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 155.079.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 10 février 2016

L'assemblée générale décide de prononcer la clôture de la liquidation de la société Cockatoo S.A. (en liquidation) qui cessera d'exister.

L'assemblée générale décide que les documents sociaux seront conservés, au minimum pendant 5 années, au siège social de Triton Masterluxco 2 S.à r.l., qui est actuellement au 2C, Rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 février 2016.

Pour Cockatoo S.A. (en liquidation)

Référence de publication: 2016064338/16.

(160026487) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2016.

Opra Consulting S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4260 Esch-sur-Alzette, 47, rue du Nord.
R.C.S. Luxembourg B 113.525.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Version abrégée du dépôt des comptes annuels (art.81 de la Loi du 19 décembre 2002)
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2016076053/10.
(160040450) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2016.

IPone, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4940 Hautcharage, 5, rue Bommel.
R.C.S. Luxembourg B 198.966.

L'an deux mille seize, le dix février.

Il résulte de l'acte sous seing privé du 7 janvier 2016 que la société à responsabilité limitée IPone (ci-après dénommée la «Société»), ayant son siège social à L-4940 Hautcharage, 5, rue Bommel, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le n° B 198.966,

a racheté les cent douze (112) parts sociales appartenant à Monsieur Jean-Luc SCHMIT, Ingénieur, né le 3 janvier 1968 à Ettelbruck, demeurant à L-6155 Weyer, Maison 2.

Luxembourg, le 10 février 2016.

Pour IPone

Référence de publication: 2016064542/15.

(160026689) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2016.

Jarama Holding S.A.-SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.
R.C.S. Luxembourg B 49.235.

Extrait des résolutions adoptées en date du 10 février 2016 lors de la réunion du conseil d'administration de la Société

- La démission de Anaïs BERNHARDT de sa fonction d'administrateur de la Société a été acceptée avec effet immédiat.
- La cooptation de Mme Valérie POS S, employée privée, née le 2 août 1965 à Algrange (France), résidant professionnellement au 127, rue de Mühlenbach, L-2168 Luxembourg, en tant qu'administrateur de la Société avec effet immédiat et ce jusqu'au 30 octobre 2018, a été décidée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

JARAMA HOLDING S.A., SPF

Un mandataire

Référence de publication: 2016064544/15.

(160026114) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2016.

JAB Holding Company s.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 9.896.427,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 4, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 164.586.

Extrait des résolutions adoptées par le conseil de gérance de la Société en date du 31 décembre 2015

Le conseil de gérance de la Société a décidé de transférer le siège social de la Société de son adresse actuelle au 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, avec effet au 1^{er} janvier 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour JAB Holding Company s.à.r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2016064547/14.

(160026073) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2016.

Geminus Bis S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 111.064.

Par le présent avis, la Société informe les tiers que M. Tim Koevenig, administrateur de la Société, a démissionné de son poste avec effet au 1^{er} février 2016.

Luxembourg, le 9 février 2016.

Référence de publication: 2016064468/10.

(160026463) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2016.

Iesp Invest, Société Anonyme.

Siège social: L-2370 Howald, 4, rue Peterelchen.

R.C.S. Luxembourg B 151.368.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 février 2016.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2016064531/14.

(160025912) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2016.

JAB Partners S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 201.652,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 4, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 180.166.

Extrait des résolutions adoptées par le conseil de gérance de la Société en date du 31 décembre 2015

Le conseil de gérance de la Société a décidé de transférer le siège social de la Société de son adresse actuelle au 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, avec effet au 1^{er} janvier 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour JAB Partners S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2016064548/14.

(160026074) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2016.

Finest Italian Food, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2314 Luxembourg, 4, place de Paris.

R.C.S. Luxembourg B 187.662.

Par la présente, je tiens à vous informer de ma démission du poste de gérant technique auprès de la société Finest Italian Food Sàrl, L-2314 Luxembourg, 4, Place de Paris avec effet au 9 février 2016.

Bissen, le 1^{er} février 2016.

Walter PRETE.

Référence de publication: 2016064461/10.

(160026596) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2016.

Gateway Luxembourg S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 73.837.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle de l'actionnaire unique tenue à Luxembourg extraordinairement le 29 Janvier 2016

Le 29 Janvier 2016, l'Actionnaire Unique de Gateway Luxembourg S.A. a pris la résolution suivante:

- de renouveler le mandat de CAS Services SA avec effet au 29 janvier 2016, son mandat expirant lors de l'Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires devant se tenir en 2021;

Luxembourg, le 29 janvier 2016.

Joannes Baptista Brekelmans

Administrateur Délégué

Référence de publication: 2016064483/16.

(160026175) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2016.

Graros S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2370 Howald, 4, rue Petermelchen.

R.C.S. Luxembourg B 112.157.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 février 2016.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2016064489/14.

(160025969) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2016.

Sibelco Laos Invest S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8008 Strassen, 98, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 194.937.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2016061821/10.

(160022963) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2016.

LUX. FINANCIAL COMPANY Spf S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-4761 Pétange, 59, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 73.856.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016064609/9.

(160026042) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2016.

Luxargo, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.784.375,00.

Siège social: L-2543 Luxembourg, 36, rue du Dernier Sol.
R.C.S. Luxembourg B 182.006.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 1^{er} octobre 2015

Première résolution

L'assemblée générale décide de transférer le siège social de son adresse actuelle au 36, rue du Dernier Sol à L-2543 LUXEMBOURG.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2016064610/13.

(160026116) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2016.

Marcold, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 3.238.624,00.

Siège social: L-3372 Leudelange, 15, rue Léon Laval.
R.C.S. Luxembourg B 173.571.

—
Veuillez noter que Monsieur Olivier MALAI, gérant B et associé réside désormais au 34, Tel Hai, Raanana, Israel.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 Février 2016.

Pour Marcold S.a.r.l.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2016064612/14.

(160026248) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2016.

Lrlux, Société Anonyme.

Siège social: L-2328 Luxembourg, 20, rue des Peupliers.
R.C.S. Luxembourg B 160.219.

—
EXTRAIT

Il résulte des décisions prises par l'actionnaire unique de la Société en date du 29 décembre 2015 que le mandat de la société Réviconsult S.à r.l., commissaire de la Société, a été renouvelé avec effet immédiat et ce jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui approuvera les comptes arrêtés au 31 décembre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 février 2016.

Référence de publication: 2016064604/13.

(160025945) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2016.

Lion Property, Société Anonyme.

Siège social: L-2370 Howald, 4, rue Peternelchen.
R.C.S. Luxembourg B 148.255.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 février 2016.

Pour copie conforme

Pour la société

Maître Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2016064602/14.

(160025954) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 février 2016.

Madrid Gas Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 196.299.

—
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société tenue en date du 5 février 2016

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société:

- approuve le rapport du commissaire à la liquidation;
- donne décharge au commissaire à la liquidation et au liquidateur de la Société;
- prononce la clôture de la liquidation et constate que la Société a définitivement cessé d'exister en date du 5 février 2016;
- décide que les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pendant une durée de cinq ans à l'adresse suivante: 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 février 2016.

Madrid Gas Investments S.A.

Référence de publication: 2016063863/20.

(160025114) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2016.

Vizeo (S.A.) SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1616 Luxembourg, 28-32, Place de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 203.286.

—
STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on the seventh day day of the month of January.

Before Us, Maître ARRENSDORFF, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

ANF Luxembourg S.A., a société anonyme, governed by the laws of Luxembourg, with registered office at L-2227 Luxembourg, 11, avenue de la Porte-Neuve, registered with the Luxembourg Trade and Company Register under the number B 185.910 (the Shareholder),

here validly represented by its managing director (Administrateur-Délégué) Mr. Ricardo Della Santina Torres, residing professionally at L-1616 Luxembourg, 28-32, Place de la Gare.

Such appearing party, acting in its capacity as representative of the Shareholder, has requested the officiating notary to enact the following articles of incorporation of a company, which it declares to establish as follows:

Art. 1. Form and Name. There exists an investment company with variable capital -specialised investment fund (“société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé”) in the form of a public limited liability company (“société anonyme”) under the name of "VIZEO (S.A.) SICAV-SIF" (the Company).

The Company shall be governed by the law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as amended (the 2007 Law), the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the 2013 Law) and by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as it may be amended from time to time (the Companies Law) as well as by these Articles.

The Company may have one shareholder (the Sole Shareholder) or more shareholders. The Company will not be dissolved by the death, suspension of civil rights, insolvency, liquidation or bankruptcy of the Sole Shareholder.

Any reference to the shareholders in the articles of association of the Company (the Articles) shall be a reference to the Sole Shareholder of the Company if the Company has only one shareholder.

Art. 2. Registered office. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the general meeting of shareholders of the Company (the General Meeting), deliberating in the manner provided for amendments to the Articles or by the board of directors of the Company (the Board) if and to the extent permitted by law. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the Board.

The Board shall further have the right to set up offices, administrative centres and agencies wherever it shall deem fit, either within or outside of the Grand Duchy of Luxembourg.

If extraordinary events of political, economic or social nature, likely to impair the normal activity at the registered office or the easy communication between that office and foreign countries, shall occur or shall be imminent, the registered office may be provisionally transferred abroad until such time as circumstances have completely returned to normal. Such a transfer will have no effect on the nationality of the Company, which shall remain a Luxembourg company. The declaration of the provisional transfer abroad of the registered office will be made and brought to the attention of third parties by the officer of the Company best placed to do so in the circumstances.

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited duration, provided that the Company will however be automatically put into liquidation upon the termination of a Sub-fund if no further Sub-fund is active at this time.

The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the General Meeting adopted in the manner required for amendments of the Articles, as prescribed in article 25.

Art. 4. Corporate objects. The exclusive purpose of the Company is to invest the funds available to it in assets with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its assets in accordance with the 2007 Law.

The Company may take any measures and carry out any transaction, which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the fullest extent permitted under the 2007 Law and subject to the limits set forth in the Memorandum (as defined below).

Art. 5. Share capital. The capital of the Company shall be represented by fully paid up shares of no par value and shall at any time be equal to the value of the net assets of the Company attributable to the shares as determined pursuant to article 12.

The capital must reach an amount of one million two hundred and fifty thousand euro (EUR 1,250,000) - or its equivalent in any other currency of the Company - within twelve months following the date on which the Company has been approved as a specialised investment fund (SIF) under the 2007 Law on the official list of Luxembourg SIFs.

The Company was incorporated with an initial capital of thirty-four thousand US Dollars (USD 34,000) represented by three thousand four hundred (3,400) fully paid up shares with no par value. For the avoidance of doubt (i) these shares are redeemable at the request of their holder at a price to be determined by the Board and (ii) these shares are to be allocated to the first launched Sub-fund(s) upon decision of the Board.

The Company is an umbrella fund and the Board will set up separate portfolios of assets that represent sub-funds as defined in article 71 ff. of the 2007 Law (the Sub-funds, each a Sub-fund), and that are formed for one or more Classes. Each Sub-fund will be invested in accordance with the investment objective and policy applicable to that Sub-fund. The investment objective, policy and other specific features of each Sub-fund are set forth in the issuing document of the Company drawn up in accordance with article 52 of the 2007 Law (the Memorandum). Each Sub-fund may have its own funding, Classes, investment policy, capital gains, expenses and losses, distribution policy or other specific features.

Within a Sub-fund, the Board may, at any time, decide to issue one or more classes of shares (the Classes, each class of shares being a Class) which will be commonly invested but subject to different rights as described in the Memorandum, to the extent authorised under the 2007 Law and the Companies Law, including, without limitation, different:

- (1.a) type of target investors;
- (1.b) fees and expenses structures;
- (1.c) sales and redemption charge structures;
- (1.d) subscription and/or redemption procedures;
- (1.e) minimum investment and/or subsequent holding requirements;
- (1.f) shareholders servicing or other fees;

(1.g) distribution rights and policy, and the Board may in particular, decide that shares and/or bonds pertaining to one or more Class(es) be entitled to receive incentive remuneration scheme in the form of carried interest or to receive preferred returns;

- (1.h) marketing targets;
- (1.i) transfer or ownership restrictions;
- (1.j) reference currencies.

A separate Net Asset Value per share, which may differ as a consequence of these variable factors, will be calculated for each Class in the manner described in article 12.

The Company may create additional Classes whose features may differ from the existing Classes and additional Sub-funds whose investment objectives may differ from those of the Sub-funds then existing. Upon creation of new Sub-funds or Classes, the Memorandum will be updated, if necessary.

The Company is one single legal entity. However, in accordance with article 71(5) of the 2007 Law, the rights of the shareholder and creditors relating to a Sub-fund or arising from the setting-up, operation and liquidation of a Sub-fund are limited to the assets of that Sub-fund. The assets of a Sub-fund are exclusively dedicated to the satisfaction of the rights of the shareholders relating to that Sub-fund and the rights of those creditors whose claims have arisen in connection with the

setting-up, operation and liquidation of that Sub-fund, and there shall be no cross liability between Sub-funds, in derogation of article 2093 of the Luxembourg civil Code.

The Board may create each Sub-fund for an unlimited or limited period of time; in the latter case, the Board may, at the expiration of the initial period of time, extend the duration of that Sub-fund one or more times, subject to the relevant provisions of the Memorandum. The Memorandum shall indicate whether a Sub-fund is incorporated for an unlimited period of time or, alternatively, its duration and, if applicable, any extension of its duration and the terms and conditions for such extension.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Classes will, if not already denominated in euro, be converted into euro. The capital of the Company equals the total of the net assets attributable to all the Classes of all Sub-funds.

Art. 6. Shares. The shares of the Company shall be in registered form (actions nominatives) and will remain in registered form. Shares are issued without par value and must be fully paid upon issue. The Shares are not represented by certificates.

A register of shareholders will be kept at the registered office by the Administrative Agent of the Company as defined in the Memorandum (the Administrative Agent) on behalf of the Company, and will be available for inspection by any shareholder. Such register shall set forth the name of each shareholder, its residence or elected domicile, the number and Class held by it, the amounts paid in on each such share, and the transfer of shares and the dates of such transfers. The ownership of the shares will be established by the entry in this register.

Shareholders shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of shareholders.

In the event that a shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or such other address as may be so entered into the register of shareholders by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. A shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

The Company will recognise only one holder per share. In case a share is held by more than one person, the Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been appointed as sole owner in relation to the Company. The same rule shall apply in the case of conflict between an usufruct holder (“usufruitier”) and a bare owner (“nu-proprétaire”) or between a pledgor and a pledgee.

The Company may decide to issue fractional shares. Such fractional shares do not carry voting rights, except where their number is such that they represent a whole share, but are entitled to participate in the net assets attributable to the relevant Class on a pro rata basis.

Subject to the provisions of article 10, the transfer of shares may be effected by a written declaration of transfer entered in the register of shareholders of the Company, such declaration of transfer to be executed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney or in accordance with the provisions applying to the transfer of claims provided for in article 1690 of the Luxembourg Civil Code. The Company may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer evidencing the consent of the transferor and the transferee satisfactory to the Company.

Art. 7. Issue of shares. The Board is authorised, without limitation, to issue an unlimited number of fully paid up shares at any time without reserving a preferential right to subscribe for the shares to be issued for the existing shareholders.

Shares are exclusively reserved for subscription by well-informed investors within the meaning of article 2 of the 2007 Law (Well-Informed Investors).

Any conditions to which the issue of shares may be submitted will be detailed in the Memorandum provided that the Board may, without limitation:

(1.a) decide to set minimum commitments, minimum subsequent commitments, minimum subscription amount and minimum holding amount for a particular Class or Sub-fund;

(1.b) impose restrictions on the frequency at which shares of a certain Class are issued (and, in particular, decide that shares of a particular Class will only be issued during one or more offering periods or at such other intervals as provided for in the Memorandum);

(1.c) determine any default provisions on non or late payment for shares or restrictions on ownership in relation to the shares;

(1.d) in respect of any one given Sub-fund and/or Class, levy a subscription fee and has the right to waive partly or entirely this subscription charge;

(1.e) restrict the ownership of shares of a particular Class to certain type of persons or entities;

(1.f) decide that payments for subscriptions to shares shall be made in whole or in part on one or more dealing dates, closings or draw down dates at which the commitment of the investor will be called against issue of shares of the relevant Sub-fund and Class;

(1.g) set the initial issue price, initial offering period, cut-off time for acceptance of application forms or subscription agreements or documents, etc. in relation to a particular Sub-fund or Class.

Shares in Sub-funds will be issued at the subscription price calculated in the manner and at such frequency as determined for each Sub-fund (and, as the case may be, each Class) in the Memorandum.

A process determined by the Board and described in the Memorandum shall govern the chronology of the issue of shares in a Sub-fund.

The Board may confer the authority upon any of its members, any managing director, officer or other duly authorised representative to accept subscription applications, to receive payments for newly issued shares and to deliver these shares.

The Company may, in its absolute discretion, accept or reject (partially or totally) any request for subscription for shares.

The Company may agree to issue shares as consideration for a contribution in kind of securities or other assets, in accordance with Luxembourg law, in particular in accordance with the obligation to deliver a valuation report from an auditor ("réviseur d'entreprises agréé"), and provided that such securities or other assets comply with the investment objectives and strategy of the relevant Sub-fund. Any costs incurred in connection with a contribution in kind will be borne by the shareholder acquiring shares in this manner.

If the Board determines that it would be detrimental to the existing investors of the Company or the relevant Sub-fund or Class to accept a subscription for shares of any Class in any Sub-fund that represents more than such percentage as set out in the Memorandum of the net assets of a Class and/or Sub-fund, the Board may postpone the acceptance of such subscription and, in consultation with the incoming investor, may require it to stagger its proposed subscription over an agreed period of time.

Investor or shareholder's default

The failure of an investor or shareholder to make, within a specified period of time determined by the Board, any required contributions or certain other payments to the Company, in accordance with the terms of its application form, subscription document or agreement or commitment to the Company, entitles the Company to impose on the relevant investor or shareholder the penalties determined by the Board and detailed in the Memorandum which may include without limitation:

(2.a) the right of the Company to compulsorily redeem all or part of the shares of the defaulting shareholder in accordance with article 8;

(2.b) the right to require the defaulting shareholder to pay damages to the benefit of the Company;

(2.c) the right for the Company to retain all dividends paid or other sums distributed with regard to the shares held by the defaulting shareholder;

(2.d) the right of the Company to require the defaulting shareholder to pay interest at such rate as set out in the Memorandum on all outstanding amounts to be advanced and costs and expenses in relation to the default;

(2.e) the loss of the defaulting shareholder's right to vote with regard to any matter that must be approved by all or a specified portion of the shareholders;

(2.f) the right of the Company to commence legal proceedings;

(2.g) the right of the Company to reduce or terminate the defaulting shareholder's commitment;

(2.h) the right of the other shareholders to purchase all or part of the shares of the defaulting shareholder at a price determined in accordance with the provisions of the Memorandum;

unless such penalties are waived by the Board in its discretion.

The penalties or remedies set forth above and in the Memorandum will not be exclusive of any other remedy which the Company or the shareholders may have at law or under the subscription agreement, Memorandum or the relevant shareholder's commitment.

Art. 8. Redemptions of shares General. The Board may create each Sub-fund as:

- a closed-ended Sub-fund the shares of which are in principle not redeemable at the request of a shareholder; or
- an open-ended Sub-fund where any shareholder may request a redemption of all or part of its shares from the Company in accordance with the conditions and procedures set forth by the Board in the Memorandum and within the limits provided by law and these Articles.

Subject to the provisions of article 13, the redemption price per share will be paid within a period determined by the Board and disclosed in the Memorandum, as determined in accordance with the current policy of the Board, provided that any share certificates issued and any other transfer documents have been received by the Company. Redemptions may take place over one or more redemption dates, as specified in the Memorandum, and shareholders may be paid out at different redemption prices, calculated in accordance with the Memorandum.

Unless otherwise provided for in the Memorandum, the redemption price per share for shares of a particular Class of a Sub-fund corresponds to the Net Asset Value per share of the respective Class less any redemption fee, tax or duty, if applicable. Additional fees may be incurred if distributors and paying agents are involved in a transaction. The relevant redemption price may be rounded up or down to the nearest unit of the currency in which it is to be paid, as determined by the Board.

A process determined by the Board and described in the Memorandum shall govern the chronology of the redemption of shares in a Sub-fund.

If, in addition, on a Valuation Day (as defined below) or at some time during a Valuation Day, redemption applications as defined in this article and conversion applications as defined in article 9 exceed a certain level set by the Board in relation to the shares of a given Class, the Board may resolve to reduce proportionally part or all of the redemption and conversion applications for a certain time period and in the manner deemed necessary by the Board, in the best interest of the Company. The portion of the non-proceeded redemptions will then be proceeded by priority on the Valuation Day following this period, these redemption and conversion applications will be given priority and dealt with ahead of other applications (but subject always to the foregoing limit and unless otherwise specified in the Memorandum).

The Board may, at the request of a shareholder, agree to make, in whole or in part, a distribution in-kind of securities or other assets of the Sub-fund to that shareholder in lieu of paying to that shareholder redemption proceeds in cash. The Board will agree to do so if they determine that such a transaction would not be detrimental to the best interests of the remaining shareholders of the relevant Sub-fund. Such redemption will be effected at the Net Asset Value per Share of the relevant Class of the Sub-fund which the shareholder is redeeming, and thus will constitute a pro rata portion of the Sub-fund's assets attributable in that Class in terms of value. The assets to be transferred to such shareholder will be determined by the Board or the investment manager of the Fund and the Depositary, with regard to the practicality of transferring the assets and to the interests of the Sub-fund and continuing participants therein and to the shareholder. Such a shareholder may incur brokerage and/or local tax charges on any transfer or sale of securities so received in satisfaction of redemption. The net proceeds from this sale by the redeeming shareholder of such securities may be more or less than the corresponding redemption price of Shares in the relevant Sub-fund due to market conditions and/or differences in the prices used for the purposes of such sale or transfer and the calculation of the Net Asset Value per Share of Shares of the Sub-fund. The selection, valuation and transfer of assets will be subject to the review and approval of the auditor

All redeemed shares may be cancelled.

All applications for redemption of shares are irrevocable, except - in each case for the duration of the suspension - in accordance with article 13 of these Articles, when the calculation of the Net Asset Value has been suspended or when redemption has been suspended as provided for in this article.

Redemption of shares at the initiative of the Company

The Board may redeem shares of any Class and Sub-fund, on a pro rata basis among shareholders, in order to distribute proceeds generated by an investment through returns or its disposal, subject to compliance with the relevant distribution scheme (and, as the case may be, reinvestment rights) as provided for each Sub-fund and/or Class in the Memorandum (if any).

The Company will announce in due time the redemption by way of mail addressed to the shareholders by the Board.

The Company may compulsorily redeem the shares:

(2.a) held by a Restricted Person as defined in, and in accordance with the provisions of, article 11;

(2.b) in case of liquidation or merger of Sub-funds or Classes, in accordance with the provisions of article 28;

(2.c) held by a shareholder who fails to make, within a specified period of time determined by the Company, any required contributions or certain other payments to the relevant Sub-fund (including the payment of any interest amount or charge due in case of default), in accordance with the terms of its application form, subscription document or agreement, these Articles and the Memorandum;

(2.d) in all other circumstances, in accordance with the terms and conditions set out in the application form, subscription document or agreement, these Articles and the Memorandum.

Art. 9. Conversion of shares. If conversions of shares are allowed between Classes of the same Sub-fund or between shares pertaining to a Class into shares of the same Class or of another Class of another Sub-fund, then the applicable terms and conditions to conversion of shares shall be as set forth in the Memorandum.

Art. 10. Transfer of Shares. The sale, assignment, transfer, exchange, pledge, encumbrance or other disposition (each such transaction, a Transfer) of all or any part of any investor's shares in any Sub-fund is subject to the provisions of this article 10.

In addition, no Transfer shall be valid or effective if:

(1.a) the Transfer would result in a violation of any law or regulation of Luxembourg, the U.S., or any other jurisdiction (including, without limitation, the U.S. Securities Law, any securities laws of the individual states of the United States, or ERISA) or subject the Company or any Sub-fund to any other adverse tax, legal or regulatory consequences as determined by the Company;

(1.b) the Transfer would result in a violation of any term or condition of these Articles or the Memorandum;

(1.c) the Transfer would result in the Company being required to register as an investment company under the U.S. Investment Companies Law; and

(1.d) it shall be a condition of any Transfer (whether permitted or required) that:

(1d.i) the transferee represents in a form acceptable to the Company that such transferee is not a Restricted Person, and that the proposed Transfer itself does not violate any laws or regulations (including, without limitation, any securities laws) applicable to it; and (1.d.ii) the transferee is not a Restricted Person.

Art. 11. Ownership restrictions. The Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any individual or legal entity if:

(1.a) in the opinion of the Company such holding may be detrimental to the Company; or

(1.b) it may result (either individually or in conjunction with other investors in the same circumstances) in:

(1.b.i) the Company, a Sub-fund or its subsidiaries, holding companies or intermediary vehicles incurring any liability for any taxation whenever created or imposed and whether in Luxembourg, or elsewhere or suffering pecuniary disadvantages which the same might not otherwise incur or suffer; or

(1.b.ii) the Company or a Sub-fund being subject to the U.S. Employee Retirement Income Security Law of 1974, as amended; or

(1.b.iii) the Company or a Sub-fund being required to register under the laws of any jurisdiction other than Luxembourg (including, without limitation, the U.S. Securities Law or the U.S. Investment Companies Law); or

(1.c) it may result in a breach of any law or regulation applicable to the relevant individual or legal entity itself, the Company or any Sub-fund, whether Luxembourg law or other law (including anti-money laundering and terrorism financing laws and regulations); or

(1.d) in the opinion of the Company such holding may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg law or other law; or

(1.e) as a result thereof the Company may become exposed to tax disadvantages or other financial disadvantages that it would not have otherwise incurred;

(such individual or legal entities are to be determined by the Board and are defined herein as Restricted Persons). A person or entity that does not qualify as Well-Informed Investor will be regarded as a Restricted Person.

For such purposes the Company may:

(2.a) decline to issue any shares and decline to register any Transfer of shares, where such registration or Transfer would result in legal or beneficial ownership of such shares by a Restricted Person; and

(2.b) at any time require any person whose name is entered in the register of shareholders or who seeks to register a transfer in the register of shareholders to deliver to the Company any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares vests with a Restricted Person, or whether such registration will result in beneficial ownership of such shares by a Restricted Person.

If it appears that a shareholder of the Company is a Restricted Person, the Company shall be entitled to, in its absolute discretion:

(2.c) decline to accept the vote of the Restricted Person at the General Meeting; and/or

(2.d) retain all dividends paid or other sums distributed with regard to the shares held by the Restricted Person; and/or

(2.e) instruct the Restricted Person to sell his/her/its shares and to demonstrate to the Company that this sale was made within thirty (30) calendar days of the sending of the relevant notice, subject each time to the applicable restrictions on Transfer as set out in article 10 above; and/or

(2.f) compulsorily redeem all shares held by the Restricted Person at a price based on the latest calculated Net Asset Value per share, less a penalty fee equal to, in the absolute discretion of the Board, either (i) 20% of the Net Asset Value of the relevant Shares or (ii) the costs incurred by the Company as a result of the holding of shares by the Restricted Person (including all costs linked to the compulsory redemption).

The exercise of the powers by the Company in accordance with this article may in no way be called into question or declared invalid on the grounds that the ownership of shares was not sufficiently proven or that the actual ownership of shares did not correspond to the assumptions made by the Company on the date of the purchase notification, provided that the Company exercised the powers above in good faith.

Art. 12. Calculation of net asset Value. The Company, each Sub-fund and each Class in a Sub-fund have a net asset value (the Net Asset Value) determined in accordance with Luxembourg Law and these Articles, as of each valuation day as stipulated in the Memorandum (the Valuation Day). The reference currency of the Company is the USD. To the extent applicable, the AIFM shall be responsible for the valuation of the assets of each Sub-fund in accordance with the 2013 Law as further described in the Memorandum. All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with LuxGAAP.

In the absence of bad faith, negligence or manifest error, every decision in calculating the NAV taken by the AIFM, shall be final and binding on the Company and present, past or future Shareholders.

Calculation of the Net Asset Value

(1.a) The Administrative Agent shall under the supervision of the Company compute the Net Asset Value per Class in the relevant Sub-fund as follows: each Class participates in the Sub-fund according to the portfolio and distribution entitlements attributable to each such Class. The value of the total portfolio and distribution entitlements attributed to a particular Class of a particular Sub-fund on a given Valuation Day adjusted with the liabilities relating to that Class on that Valuation Day represents the total Net Asset Value attributable to that Class of that Sub-fund on that Valuation Day. The assets of each Class will be commonly invested within a Sub-fund but subject to different fee structures, distribution, marketing

targets, currency or other specific features as it is stipulated in the Memorandum. A separate Net Asset Value per Share, which may differ as consequence of these variable factors, will be calculated for each Class as follows: the Net Asset Value of that Class of that Sub-fund on that Valuation Day divided by the total number of Shares of that Class of that Sub-fund then outstanding on that Valuation Day.

(1.b) For the purpose of calculating the Net Asset Value per Class of a particular Sub-fund, the Net Asset Value of each Sub-fund will be determined by calculating the aggregate of:

(1.b.i) the value of all assets of the Company which are allocated to the relevant Sub-fund in accordance with the provisions of the Articles; less

(1.b.ii) all the liabilities of the Company which are allocated to the relevant Sub-fund in accordance with the provisions of the Articles, and all fees attributable to the relevant Sub-fund, which fees have accrued but are unpaid on the relevant Valuation Day.

Asset and liabilities - Valuation rules

The value of the assets of the Company will be determined as follows:

(2.a) securities which are listed on a stock exchange or dealt in on another regulated market will be valued on the basis of the last available publicised stock exchange or market value;\$

(2.b) securities which are not listed on a stock exchange nor dealt in on another regulated market will be valued on the basis of the probable net realisation value (excluding any deferred taxation) estimated with prudence and in good faith by the Board. If a net asset value is determined for the units or shares issued by a target fund which calculates a net asset value per share or unit, those units or shares will be valued on the basis of the latest net asset value determined according to the provisions of the particular issuing documents of this target or, at their latest unofficial net asset values (i.e. estimates of net asset values which are not generally used for the purposes of subscription and redemption or which may be provided by a pricing source - including the investment manager of the target fund - other than the administrative agent of the target fund) if more recent than their official net asset values. The Net Asset Value calculated on the basis of unofficial net asset values of target funds may differ from the Net Asset Value which would have been calculated, on the relevant Valuation Day, on the basis of the official net asset values determined by the administrative agents of the target funds. However, such Net Asset Value is final and binding notwithstanding any different later determination. In case of the occurrence of an evaluation event that is not reflected in the latest available net asset value of such shares or units issued by such target funds, the valuation of the shares or units issued by such target funds may be estimated with prudence and in good faith in accordance with procedures established by the Board to take into account this evaluation event. The following events qualify as evaluation events: capital calls, distributions or redemptions effected by the target fund or one or more of its underlying investments as well as any material events or developments affecting either the underlying investments or the target funds themselves;

(2.c) the value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts, receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid, and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless it is unlikely to be received in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the Company may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

(2.d) the liquidating value of futures, forward or options contracts not dealt in on a stock exchange or another regulated market shall mean their net liquidating value determined, pursuant to the policies established by the Board, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidating value of futures, forward or options contracts dealt in on a stock exchange or another regulated market shall be based upon the last available settlement prices of these contracts on such regulated market on which the particular futures, forward or options contracts are dealt in by the relevant Sub-fund; provided that if a futures, forward or options contract could not be liquidated on the day with respect to which net assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract shall be such value as the Board may deem fair and reasonable;

(2.e) interest rate swaps will be valued at their market value established by reference to the applicable interest rates curve. Index and financial instruments related swaps will be valued at their market value established by reference to the applicable index or financial instrument. The valuation of the index or financial instrument related swap agreement shall be based upon the market value of such swap transaction established in good faith pursuant to procedures established by the Board;

(2.f) money market instruments held by the Company with a remaining maturity of ninety days or less will be valued by the amortised cost method, which approximates market value;

(2.g) the Board may permit some other method of valuation to be used if it considers such valuation method more appropriate for the valuation of any asset or liability of the Company in compliance with Luxembourg law and Luxembourg Generally Accepted Accounting Principles. This method will then be applied in a consistent way. The Administrative Agent can rely on such deviations as approved by the Company for the purpose of the Net Asset Value calculation.

For the purpose of determining the value of the Company's assets, the Administrative Agent of the Company, having due regards to the standard of care and due diligence in this respect, may, when calculating the Net Asset Value, rely, unless there is manifest error, upon the valuations rules as set out in the Memorandum.

All assets denominated in a currency other than the reference currency of the respective Sub-fund/ Class will be converted at the conversion rate between the reference currency and the currency of denomination prevailing in a recognised market on the day when the last available closing prices are taken. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the Board or the AIFM as the case may be. The Net Asset Value per share may be rounded up or down to the nearest whole cents of the currency in which the Net Asset Value of the relevant shares are calculated.

For the purpose of this article 12,

(2.h) Shares to be issued by the Company shall be treated as being in issue as from the time specified by the Board on the Valuation Day with respect to which such valuation is made and from such time and until received by the Company the price therefore shall be deemed to be an asset of the Company;

(2.i) Shares of the Company to be redeemed (if any) shall be treated as existing and taken into account until the date fixed for redemption, and from such time and until paid by the Company the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

(2.j) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the reference currency of the respective Subfund/ Class shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force as of the Valuation Day; and

(2.k) where on any Valuation Day the Company has contracted to:

purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Company;

sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered by the Company shall not be included in the assets of the Company;

(2.l) provided, however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Day, then its value shall be estimated by the Board.

Allocation of assets and liabilities

The assets and liabilities of the Company shall be allocated as follows:

(3.a) the proceeds to be received from the issue of shares of any Class shall be applied in the books of the Company to the Sub-fund corresponding to that Class, provided that if several Classes are outstanding in such Sub-fund, the relevant amount shall increase the proportion of the net assets of such Sub-fund attributable to that Class;

(3.b) the assets and liabilities and income and expenditure applied to a Sub-fund shall be attributable to the Class or Classes corresponding to such Sub-fund;

(3.c) where any asset is derived from another asset, such asset shall be attributable in the books of the Company to the same Class or Classes as the assets from which it is derived and on each revaluation of such asset, the increase or decrease in value shall be applied to the relevant Class or Classes;

(3.d) where the Company incurs a liability in relation to any asset of a particular Class or particular Classes within a Sub-fund or in relation to any action taken in connection with an asset of a particular Class or particular Classes within a Sub-fund, such liability shall be allocated to the relevant Class or Classes within such Sub-fund;

(3.e) in the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular Class, such asset or liability shall be allocated to all the Classes pro rata to their respective Net Asset Values or in such other manner as determined by the Board acting in good faith, provided that (i) where assets of several Classes are held in one account and/or are co-managed as a segregated pool of assets by an agent of the Company, the respective right of each Class shall correspond to the prorated portion resulting from the contribution of the relevant Class to the relevant account or pool and (ii) such right shall vary in accordance with the contributions and withdrawals made for the account of the Class, as described in the Memorandum, and finally, (iii) all liabilities, whatever Class they are attributable to, will unless otherwise agreed upon with the creditors, be binding upon the Company as a whole;

(3.f) upon the payment of distributions to the shareholders of any Class, the Net Asset Value of such Class shall be reduced by the amount of such distributions.

General rules

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with Luxembourg law.

For the avoidance of doubt, the provisions of this article 12 are rules for determining the Net Asset Value per share and are not intended to affect the treatment for accounting or legal purposes of the assets and liabilities of the Company or any share issued by the Company.

The Net Asset Value per share of each Class in each Sub-fund is made public at the registered office of the Company and made available at the registered office of the Administrative Agent. The Company may arrange for the publication of this information in the reference currency of each Sub-fund/Class and any other currency at the discretion of the Board or of the AIFM as the case may be in leading financial newspapers. The Company cannot accept any responsibility for any error or delay in publication or for non-publication of prices.

Different valuation rules may be applicable in respect of a specific Sub-fund as further laid down in the Memorandum.

Art. 13. Temporary suspension of calculation of the NET Asset Value. The Company may temporarily suspend the determination of the Net Asset Value per share of the Class(es) of any Sub-fund and the issue, redemption and/or conversion of its(their) shares from its shareholders:

(1.a) during any period when any of the principal stock exchanges or other markets on which any substantial portion of the investments of the Company attributable to such Sub-fund from time to time is quoted or dealt in is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended, provided that such restriction or suspension affects the valuation of the investments of the Company attributable to such Sub-fund quoted thereon; or

(1.b) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the Board as a result of which disposal or valuation of assets owned by the Company or attributable to such Sub-fund would be impracticable; or

(1.c) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the investments of such Sub-fund or the current price or values on any stock exchange or other market in respect of the assets attributable to such Sub-fund; or

(1.d) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of the shares of such Sub-fund or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of shares cannot, in the opinion of the Board, be effected at normal rates of exchange;

(1.e) when the net asset value calculation of, and/or the redemption right of investors in, one or more target funds representing a substantial portion of the assets of the relevant Sub-fund is suspended;

(1.f) when for any reason the prices of any investment owned by the Sub-fund cannot be reasonably, promptly and accurately ascertained;

(1.g) upon the publication of a notice convening a General Meeting for the purpose of winding-up the Company or any Sub-fund(s).

Any such suspension may be notified by the Company in such manner as it may deem appropriate to the persons likely to be affected thereby. The Company shall notify shareholders requesting redemption or conversion of their shares of such suspension.

Such suspension as to any Sub-fund will have no effect on the calculation of the Net Asset Value per share, the issue, redemption and conversion of shares of any other Sub-fund.

Any request for subscription, conversion or redemption will be irrevocable except in the event of a suspension of the calculation of the Net Asset Value, in which case shareholders may give notice that they wish to withdraw their application. If no such notice is received by the Company, such application will be dealt with as of the first Valuation Day, as determined for each relevant Sub-fund, following the end of the period of suspension.

Under exceptional circumstances that may adversely affect the interests of shareholders, or in case of massive redemption applications within a Sub-fund, the Board reserves the right only to determine the issue/redemption or conversion price after having executed, as soon as possible, the necessary sales of securities or other assets on behalf of the relevant Sub-fund. In this case, subscription, redemption and conversion applications in process will be dealt with on the basis of the Net Asset Value thus calculated.

Art. 14. Management. The Company shall be managed by a Board of at least three (3) members. The directors of the Company, either shareholders or not, are appointed for a term which may not exceed six (6) years, by a General Meeting. The Board will be elected by the shareholders at the General Meeting at which the number of directors, their remuneration and term of office will also be determined.

When a legal entity is appointed as a director of the Company (the Legal Entity), the Legal Entity must designate a permanent representative in order to accomplish this task in its name and on its behalf (the Representative). The Representative is subject to the same conditions and obligations, and incurs the same liability as if he was performing this task for his own account and on his own behalf, without prejudice to the joint liability of the Legal Entity. The Legal Entity cannot revoke the Representative unless it simultaneously appoints a new permanent representative.

Members of the Board are selected by a majority vote of the shares present or represented at the relevant General Meeting.

A director may be removed with or without cause and/or replaced, at any time, by resolution adopted by the General Meeting.

In the event of vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may elect, by a majority vote, a director to fill such vacancy until the next General Meeting. In the absence of any remaining directors, a General Meeting shall promptly be convened by the auditor and held to appoint new directors.

Art. 15. Meetings of the Board. The Board shall appoint a chairman (the Chairman) out of its members. It may further choose a secretary, who need not be a director, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board. The Chairman will preside at all meetings of the Board. In his/her absence, the other members of the Board will appoint another director as chairman pro tempore who will preside at the relevant meeting by simple majority vote of the directors present or represented at such meeting.

The Board shall meet upon call by the Chairman or any two directors at the place indicated in the notice of meeting.

Written notice of any meeting of the Board shall be given to all the directors at least twenty-four (24) hours in advance of the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth briefly in the convening notice of the meeting of the Board.

No such written notice is required if all the members of the Board are present or represented during the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The written notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telefax, or e-mail to which an electronic signature is affixed, of each member of the Board. Separate written notice shall not be required for meetings that are held at times and places determined in a schedule previously adopted by resolution of the Board.

Any member of the Board may act at any meeting of the Board by appointing in writing, whether in original, by telefax, or e-mail to which an electronic signature is affixed, another director as his or her proxy.

The Board can validly debate and take decisions only if at least the majority of its members is present or represented. A director may represent more than one of his or her colleagues, under the condition however that at least two directors are present at the meeting or participate at such meeting by way of any means of communication that are permitted under these Articles and by the Companies Law. Decisions shall be taken by the majority of the members present.

In case of a tied vote, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

Any director may participate in a meeting of the Board by conference call, video conference or similar means of communications equipment whereby (i) the directors attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis and (iv) the directors can properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting. A meeting of the Board held by such means of communication will be deemed to be held in Luxembourg.

Notwithstanding the foregoing, a resolution of the Board may also be passed in writing. Such resolution shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed, manually or electronically by means of an electronic signature which is valid under Luxembourg law, by each director. The date of such resolution shall be the date of the last signature.

Art. 16. Minutes of meetings of the Board. The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the Chairman or a member of the Board who presided at such meeting and the secretary of the meeting, as the case may be.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the Chairman or any two members of the Board.

Art. 17. Powers of the Board. The Board is vested with the broadest powers to perform or cause to be performed all acts of disposition and administration in the Company's interest. All powers not expressly reserved by the Companies Law or by these Articles to the General Meeting fall within the competence of the Board.

Art. 18. Delegation of powers. The Board may appoint a person as “délégué à la gestion journalière”, either a shareholder or not, or a member of the Board or not, who shall have full authority to act on behalf of the Company in all matters concerned with the daily management and affairs of the Company.

The Board may appoint a person, either a shareholder or not, either a director or not, as permanent representative for any entity in which the Company is appointed as member of the management body. This permanent representative will act with all discretion, but in the name and on behalf of the Company, and may bind the Company in its capacity as member of the management body of any such entity.

The Board is also authorised to appoint a person, either director or not, for the purposes of performing specific functions at every level within the Company.

The Board may establish committees and delegate to such committees full authority to act on behalf of the Company in all matters concerned with the daily management and affairs of the Company in respect of one or more Sub-fund(s) or to act in a purely advisory capacity to the Company in respect of one or more Sub-fund(s). The rules concerning the composition, functions, duties, remuneration of these committees shall be as set forth in the Memorandum.

Art. 19. Binding signatures. The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signature of any two (2) directors of the Company.

The Company shall further be bound by the joint signatures of any persons or the sole signature of the person to whom specific signatory power has been granted by the Board, but only within the limits of such power. Within the boundaries of the daily management, the Company will be bound by the sole signature, as the case may be, of the person appointed to that effect in accordance with article 18.1 above.

Art. 20. Investment policy and restrictions General. The Board, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine (i) the investment policies to be applied in respect of each Sub-fund, (ii) any restrictions which shall from time to time be applicable to the investment of the Company's and its Sub-funds' assets, in accordance with the 2007 Law and (iii) the course of conduct of the management and business affairs of the Company, all within the investment powers and restrictions as shall be set forth by the Board in the Memorandum, in compliance with applicable laws and regulations.

The Board, acting in the best interests of the Company, may decide, in accordance with the terms of the Memorandum, that (i) all or part of the assets of the Company or of any Sub-fund be co-managed on a segregated basis with other assets

held by other investors, including other Funds and/or their sub-funds, or that (ii) all or part of the assets of two or more Sub-funds be co-managed on a segregated or on a pooled basis.

Art. 21. Conflict of interests. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm.

Any director or officer of the Company who serves as director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, solely by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director of the Company may have any personal and opposite interest in any transaction of the Company, such director shall make known to the Board such personal and opposite interest and shall not consider or vote upon any such transaction, and such transaction, and such director's interest therein, shall be reported to the next following annual General Meeting.

The preceding paragraph does not apply to resolutions of the Board concerning transactions made in the ordinary course of business of the Company which are entered into on arm's length terms.

Art. 22. Indemnification. All members of the Board (each referred to as Indemnified Person) are entitled to be indemnified, out of the relevant Sub-fund's assets against all liabilities, costs or expenses (including reasonable legal fees) incurred by reason of such Indemnified Person being a member of the Board, provided that no Indemnified Person shall be entitled to such indemnification for any action or omission resulting from any behaviour which qualifies as fraud, wilful misconduct, reckless disregard or gross negligence.

In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 23. Powers of the General Meeting of the Company. As long as the Company has only one shareholder, the Sole Shareholder assumes all powers conferred to the General Meeting. In these Articles, decisions taken, or powers exercised, by the General Meeting shall be a reference to decisions taken, or powers exercised, by the Sole Shareholder as long as the Company has only one shareholder. The decisions taken by the Sole Shareholder are documented by way of minutes.

In the case of a plurality of shareholders, any regularly constituted General Meeting shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to all the operations of the Company.

Art. 24. Annual General Meeting of the shareholders - Other Meetings. The annual General Meeting shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the address of the registered office of the Company or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice of the meeting, on the last Friday of the month of March at 2:00 p.m. CET. If such day is not a business day (as defined in the Memorandum), the annual General Meeting shall be held on the preceding business day.

The annual General Meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board exceptional circumstances so require.

Other meetings of the shareholders of the Company may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the meeting.

Any shareholder may participate in a General Meeting by conference call, video conference or similar means of communications equipment whereby (i) the shareholders attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis and (iv) the shareholders can properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

Art. 25. Notice, quorum, convening notices, powers of attorney and vote. The notice periods and quorum provided for by law shall govern the notice for, and the conduct of, the General Meetings, unless otherwise provided herein.

The Board, as well as the statutory auditors or, if exceptional circumstances require so, any two directors acting jointly may convene a General Meeting. They shall be obliged to convene it so that it is held within a period of one month, if shareholders representing one-tenth of the capital require it in writing, with an indication of the agenda. One or more shareholders representing at least one tenth of the subscribed capital may require the entry of one or more items on the agenda of any General Meeting. This request must be addressed to the Company at least five (5) days before the relevant General Meeting.

All the shares of the Company being in registered form, the convening notices shall be made by registered letters or courier only.

Each share is entitled to one vote.

Except as otherwise required by law or by these Articles, resolutions at a duly convened General Meeting will be passed by a simple majority of those present or represented and voting.

However, resolutions to alter the Articles may only be adopted in a General Meeting where at least one half of the share capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles and, as the case may be, the text of those which concern the objects or the form of the Company. If the first of these conditions is not satisfied, a second meeting may be convened, in the manner prescribed by the Articles, by means of notices published twice, at fifteen days interval at least and fifteen days before the meeting in the Official Journal (“Mémorial”) and in two Luxembourg newspapers. Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous meeting. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented. At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be carried by at least two-thirds of the votes expressed at the relevant General Meeting.

Votes relating to shares for which the shareholder did not participate in the vote, abstain from voting, cast a blank (blanc) or non valid (nul) vote are not taken into account to calculate the above majority requirements.

The nationality of the Company may be changed and the commitments of its shareholders may be increased only with the unanimous consent of the shareholders.

A shareholder may act at any General Meeting by appointing another person who need not be a shareholder as its proxy in writing whether in original, by telefax, or e-mail to which an electronic signature (which is valid under Luxembourg law) is affixed.

If all the shareholders of the Company are present or represented at a General Meeting, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

The Board may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders. The convening notice to a General Meeting may provide that the quorum and majority requirements will be assessed against the number of shares issued and outstanding at midnight (Luxembourg time) on the fifth day prior to the relevant meeting (the Record Date) in which case, the right of any shareholder to participate in the meeting will be determined by reference to his/her/its holding as at the Record Date.

The shareholders may vote in writing (by way of a voting bulletins) on resolutions submitted to the General Meeting provided that the written voting bulletins include (i) the name, first name, address and the signature of the relevant shareholder, (ii) the indication of the shares for which the shareholder will exercise such right, (iii) the agenda as set forth in the convening notice and (iv) the voting instructions (approval, refusal, abstention) for each point of the agenda. The formalities to be fulfilled for such bulletins to be taken into account shall be specified on such bulletins or in the cover letter attached thereto.

Before commencing any deliberations, the shareholders shall elect a chairman of the General Meeting. The chairman shall appoint a secretary and the shareholders shall appoint a scrutineer. The chairman, the secretary and the scrutineer form the General Meeting's bureau.

The minutes of the General Meeting will be signed by the members of the bureau of the General Meeting and by any shareholder who wishes to do so.

However, in case decisions of the General Meeting have to be certified, copies or extracts for use in court or elsewhere must be signed by the chairman of the Board or any two other directors.

Art. 26. General Meetings of Shareholders in a Sub-fund or in a Class of Shares. The shareholders of the Classes issued in a Sub-fund may hold, at any time, General Meetings to decide on any matters which relate exclusively to that Sub-fund.

In addition, the shareholders of any Class may hold, at any time, General Meetings for any matters which are specific to that Class.

The provisions of article 25 apply to such General Meetings, unless the context otherwise requires.

Art. 27. Auditors. The accounting information contained in the annual report of the Company shall be examined by an auditor (“réviseur d'entreprises agréé”) appointed and remunerated by the Company.

The auditor shall fulfil all duties prescribed by the 2007 Law.

Art. 28. Liquidation or Merger of Sub-funds or Classes. In the event that, for any reason, the value of the total net assets in any Sub-fund or Class has decreased to, or has not reached, an amount determined by the Board to be the minimum level for such Sub-fund or Class to be operated in an economically efficient manner or in case of a substantial modification in the political, economic or monetary situation, or as a matter of economic rationalisation, the Board may decide to offer to the relevant shareholders the conversion of their shares into shares of another Sub-fund under terms fixed by the Board or to compulsory redeem all the shares of the relevant Sub-fund or Class at the Net Asset Value per share (taking into account projected realisation prices of investments and realisation expenses) calculated on the Valuation Day immediately preceding the date at which such decision will take effect. The Company will serve a notice to the holders of the relevant shares prior to the effective date for the compulsory redemption, which will indicate the reasons for and the procedure for the redemption operations.

Any request for subscription shall be suspended as from the moment of the announcement of the termination of the relevant Sub-fund or Class.

Notwithstanding the powers conferred to the Board by the preceding article, the General Meeting of any Class or of any Sub-fund will, in any other circumstances, have the power, upon proposal from the Board, to redeem all the shares of the

relevant Sub-fund or Class and refund to the shareholders the Net Asset Value of their shares (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) calculated on the Valuation Day at which such decision will take effect. There will be no quorum requirements for a General Meeting constituted pursuant to this article 28, which will decide by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting.

Any request for subscription will be suspended as from the moment of the announcement of the termination, the merger or the transfer of the relevant Sub-fund or Class.

Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with the Depositary for a maximum period of nine (9) months following the decision to liquidate. After such period, the assets will be deposited with the “Caisse de Consignation” on behalf of the persons entitled thereto.

All redeemed shares may be cancelled.

Under the same circumstances as provided by the first paragraph of this article, the Board may decide to allocate the assets of any Sub-fund to those of another existing Sub-fund or to another undertaking for collective investment organised under the provisions of the 2007 Law or of the law of 17 December 2010 concerning undertakings for collective investment, as amended, or to another sub-fund within such other undertaking for collective investment (the New Sub-fund) and to redesignate the shares of the Sub-fund concerned as shares of another Sub-fund (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders). Such decision will be notified in the same manner as described in the first paragraph of this article one month before its effectiveness (and, in addition, the publication will contain information in relation to the New Sub-fund), in order to enable shareholders to request redemption of their shares, free of charge, during such period.

Any request for subscription will be suspended as from the moment of the announcement of the merger or the transfer of the relevant Sub-fund.

Notwithstanding the powers conferred to the Board by article 28.7, a contribution of the assets and liabilities attributable to any Sub-fund to another Sub-fund within the Company may, in any other circumstances, be decided upon by a General Meeting of the Sub-fund or Class concerned for which there will be no quorum requirements and which will decide upon such an amalgamation by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting.

Furthermore, in other circumstances than those described in the first paragraph of this article, a contribution of the assets and liabilities attributable to any Sub-fund to another undertaking for collective investment referred to in article 28.7 or to another sub-fund within such other undertaking for collective investment shall require a resolution of the shareholders of the Class or the concerned Sub-fund taken with 50% quorum requirement of the shares in issue and adopted at a two thirds (2/3) majority of the shares present or represented and voting, except when such an amalgamation is to be implemented with a Luxembourg undertaking for collective investment of the contractual type (“fonds commun de placement”) or a foreign based undertaking for collective investment, in which case resolutions shall be binding only on such shareholders who have voted in favour of such amalgamation.

Art. 29. Accounting year. The accounting year of the Company shall begin on 1st October and ends on 30th September of each year.

Art. 30. Annual accounts. Each year, at the end of the financial year, the Board will draw up the annual accounts of the Company in the form required by the Companies Law.

At the latest one month prior to the annual General Meeting, the Board will submit the Company's balance sheet and profit and loss account together with its report and such other documents as may be required by law to the independent auditor of the Company who will thereupon draw up its report.

At the latest fifteen (15) days prior to the annual General Meeting, the balance sheet, the profit and loss account, the reports of the Board and of the independent auditor and such other documents as may be required by law shall be deposited at the registered office of the Company where they will be available for inspection by the shareholders during regular business hours.

Art. 31. Application of Income. The General Meeting determines, upon proposal from the Board and within the limits provided by law and the Memorandum, how the income from the Sub-fund will be applied with regard to each existing Class, and may declare, or authorise the Board to declare, dividends.

For any Class entitled to dividends, the Board may decide to pay interim dividends in accordance with applicable legal provisions.

Payments of dividends to owners of registered shares will be made to such shareholders at their addresses in the register of shareholders.

Dividends may be paid in such a currency and at such a time and place as the Board determines from time to time.

Any dividend that has not been claimed within five years of its declaration will be forfeited and revert to the Class(es) issued in the respective Sub-fund.

No interest will be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

Art. 32. Depositary. The Company shall enter into a depositary agreement with a bank or savings institution which shall satisfy the requirements of the 2007 Law and the 2013 Law as the case may be (the Depositary) who shall assume towards

the Company and its shareholders the responsibilities provided by the 2007 Law and the 2013 Law as the case may be. The fees payable to the Depositary will be determined in the depositary agreement.

Art. 33. Dissolution. The Company may at any time be dissolved by a resolution of the General Meeting, subject to the quorum and majority requirements for amendment to these Articles.

If the share capital of the Company fall below two-thirds of the minimum capital indicated in the 2007 Law, the question of the dissolution of the Company will be referred to the General Meeting by the Board. The General Meeting, for which no quorum will be required, will decide by simple majority of the votes of the shares represented at the General Meeting.

The question of the dissolution of the Company will further be referred to the General Meeting whenever the share capital falls below one-fourth of the minimum capital set in the 2007 Law; in such event, the General Meeting will be held without any voting quorum requirements and the dissolution may be decided by shareholders holding one-quarter of the votes of the shares represented at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty (40) days from the ascertainment that the share capital of the Company have fallen below two-thirds or one-quarter of the legal minimum, as the case may be.

Should the Company be voluntarily liquidated, then its liquidation will be carried out in accordance with the provisions of the 2007 Law and the Companies Law. In the event of a voluntary liquidation, the Company shall, upon its dissolution, be deemed to continue to exist for the purposes of the liquidation. The operations of the Company shall be conducted by one or several liquidators, who, after having been approved by the Luxembourg regulatory authority, shall be appointed by a General Meeting, which shall determine their powers and compensation.

If the Company were to be compulsorily liquidated, the provision of the 2007 Law will be exclusively applicable.

The issue of new shares by the Company shall cease on the date of publication of the notice to the General Meeting to which the dissolution and liquidation of the Company shall be proposed.

The liquidator(s) will realise each Sub-fund's assets in the best interests of the shareholders and apportion the proceeds of the liquidation of each Sub-fund, net of all liquidation expenses, shall be distributed by the liquidators among the holders of shares in each Class in accordance with their respective rights.

Any amounts unclaimed by the shareholders at the closing of the liquidation of the Company will be deposited with the "Caisse de Consignation" in Luxembourg for a duration of thirty (30) years. If amounts deposited remain unclaimed beyond the prescribed time limit, they shall be forfeited.

Art. 34. Applicable law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 2007 Law, the 2013 Law and the Companies Law in accordance with article 1.2.

Transitional provisions

The first accounting year shall begin on the date of incorporation of the Company and end on 30th September 2016.

The first general Annual Meeting will be held in March 2017.

Subscription

The Articles of the Company having thus been established, the party appearing hereby declares that it subscribes to three thousand four hundred (3,400) shares representing the total share capital of the Company.

All these shares have been fully paid up by the Shareholder by payment in cash, so that the sum of thirty-four thousand US Dollars (USD 34,000) paid by the Shareholder is from now on at the free disposal of the Company, evidence thereof having been given to the officiating notary.

Statement - Costs

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed by article 26, 26-3 and 26-5 of the Companies Law have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment. Further, the notary executing this deed confirms that these Articles comply with the provisions of article 27 of the Companies Law.

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed, are estimated to be approximately two thousand five hundred Euro (2,500,-EUR).

Resolutions of the extraordinary general meeting

Immediately after the incorporation of the Company, the abovenamed shareholder representing the entire subscribed capital and considering themselves as duly convened, have immediately proceeded to an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted, the shareholder has passed the following resolutions:

- 1.- the number of directors is set at four (4);
- 2.- the following persons are appointed as directors:

- Mr. Ricardo Della Santana Torres, born in Osasco, São Paulo, Brazil, on 7th October 1963, professionally residing at 11, Avenue de la Porte Neuve, L-2227, Luxembourg,

- Mr. Ricardo Galvão Alvares de Abreu, born in São Paulo, São Paulo, Brazil, on February 6th, 1962, professionally residing at Rua José Page 36 Maria Lisboa, 860 - 5th floor, São Paulo, SP 01423-001 Brazil;

- Mr. Daniel Galhano, born in Moyeuvre-Grande, France on 13th July 1976 residing professionally 60 avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg; and

- Mr Gisueppe Distefano, born in Potenza, Italy, on 8th September 1962, residing at 68 cité Millewee, Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg.

that the terms of office of the members of the Board will expire after the annual General Meeting to be held in March 2021;

3.- That the address of the registered office of the Company is located at 28-32, Place de la Gare, L-1616 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded only in English.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The deed having been read to the proxy of the appearing person, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, said proxy signed together with the notary the present deed.

Signed: DELLA SANTINA TORRES, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 8 janvier 2016. Relation: 1LAC / 2016 / 572. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Luxembourg, le 25 janvier 2016.

Référence de publication: 2016056403/796.

(160016198) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2016.

XI Callisto Luxco II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 286, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 179.460.

In the year two thousand and fifteen, on the fourth day of December.

Before us, Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

XI Callisto Holdings (Cayman), L.P., an exempted limited partnership incorporated and existing under the laws of the Cayman Islands, having its registered office at Intertrust Corporate Services (Cayman) Limited, 190 Elgin Avenue, George Town, Grand Cayman, KYI-9005, Cayman Islands, and registered with the Registrar of Limited Partnerships of the Cayman Islands under registration 78647 (the "Sole Shareholder"),

here represented by Ms Maria Grosbusch, juriste, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given under private seal.

The said proxy, initialled *ne varietur* by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder of XI Callisto Luxco II S.à r.l. (the "Company"), a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 412F, route d'Esch, L-1030 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 179460, incorporated pursuant to a notarial deed dated 18 July 2013, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 2440, dated 2 October 2013. The articles of association of the Company were amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary dated November 11, 2015, not yet published in the Mémorial.

The Sole Shareholder, representing the entire share capital, declares having waived any notice requirement and may validly deliberate on all the items of the following agenda:

Agenda

1) Decision (i) to create ten (10) new classes of shares in the share capital of the Company, namely the class A shares, the class B shares, the class C shares, the class D shares, the class E shares, the class F shares, the class G shares, the class H shares, the class I shares and the class J shares with the rights and obligations set forth in the following restatement of the articles of association and (ii) to convert the existing shares into Ordinary Shares.

2) Increase of the Company's share capital from its current amount of one hundred forty-three thousand United States Dollars (USD 143,000) by an amount of one million United States Dollars (USD 1,000,000) up to one million one hundred forty-three thousand United States Dollars (USD 1,143,000) through the issue of one hundred thousand (100,000) class A shares, one hundred thousand (100,000) class B shares, one hundred thousand (100,000) class C shares, one hundred thousand (100,000) class D shares, one hundred thousand (100,000) class E shares, one hundred thousand (100,000) class

F shares, one hundred thousand (100,000) class G shares, one hundred thousand (100,000) class H shares, one hundred thousand (100,000) class I shares and one hundred thousand (100,000) class J shares, with a nominal value of one United States Dollar (USD 1) each.

- 3) Decision to modify the purpose of the Company and restate article 2 of the articles of association of the Company.
- 4) Decision to fully restate the articles of association of the Company.
- 5) Miscellaneous.

Having duly considered each item on the agenda, the Sole Shareholder takes, and requires the undersigned notary to enact, the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder decides (i) to create ten (10) new classes of shares in the share capital of the Company, namely the class A shares, the class B shares, the class C shares, the class D shares, the class E shares, the class F shares, the class G shares, the class H shares, the class I shares and the class J shares with the rights and obligations set forth in the following restatement of the articles of association and (ii) to convert the existing one hundred forty-three thousand (143,000) shares into one hundred forty-three thousand (143,000) Ordinary Shares.

Second resolution

The Sole Shareholder decides to increase the Company's share capital from its current amount of one hundred forty-three thousand United States Dollars (USD 143,000) by an amount of one million United States Dollars (USD 1,000,000) up to one million one hundred forty-three thousand United States Dollars (USD 1,143,000) through the issue of one hundred thousand (100,000) class A shares, one hundred thousand (100,000) class B shares, one hundred thousand (100,000) class C shares, one hundred thousand (100,000) class D shares, one hundred thousand (100,000) class E shares, one hundred thousand (100,000) class F shares, one hundred thousand (100,000) class G shares, one hundred thousand (100,000) class H shares, one hundred thousand (100,000) class I shares and one hundred thousand (100,000) class J shares, with a nominal value of one United States Dollar (USD 1) each.

The one hundred thousand (100,000) class A shares, one hundred thousand (100,000) class B shares, one hundred thousand (100,000) class C shares, one hundred thousand (100,000) class D shares, one hundred thousand (100,000) class E shares, one hundred thousand (100,000) class F shares, one hundred thousand (100,000) class G shares, one hundred thousand (100,000) class H shares, one hundred thousand (100,000) class I shares and one hundred thousand (100,000) class J shares issued have been subscribed by the Sole Shareholder for the total price of nine million eighty-five thousand five hundred forty United States Dollars (USD 9,085,540).

The shares so subscribed have been fully paid up by a contribution in kind consisting of several claims in the total aggregate amount of nine million eighty-five thousand five hundred forty United States Dollars (USD 9,085,540) the Sole Shareholder has against the Company. The proof of the existence of the aforementioned contribution has been produced to the undersigned notary.

Of the total contribution of nine million eighty-five thousand five hundred forty United States Dollars (USD 9,085,540), one million United States Dollars (USD 1,000,000) shall be allocated to the share capital and eight million eighty-five thousand five hundred forty United States Dollars (USD 8,085,540) shall be allocated to the Preferred Share Premium account.

Third resolution

The Sole Shareholder decides to modify the purpose of the Company and to restate article 2 of the articles of association as follows:

“ **Art. 2.** The purpose of the Company is the holding of interests, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may further guarantee, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may further act as a general or limited shareholder with unlimited or limited liability for all debts and obligations of partnerships or similar entities.

The Company may further acquire, develop, promote, sell, manage and/or lease immovable properties either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad, as well as carry out all operations relating to immovable properties.

The Company may, for its own account as well as for the account of third parties, carry out all operations which may be useful or necessary to the accomplishment of its purposes or which are related directly or indirectly to its purpose.”

Fourth resolution

The Sole Shareholder decides to fully restate the articles of association which shall henceforth read as follows:

A. Purpose - Duration - Name - Registered office

Art. 1. There exists hereby among the current owner(s) of the shares created hereafter and all those who may become shareholders in future, a société à responsabilité limitée (hereinafter the «Company») which shall be governed by the law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as amended (the «Law»), as well as by these articles of association.

Art. 2. The purpose of the Company is the holding of interests, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may further guarantee, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may further act as a general or limited shareholder with unlimited or limited liability for all debts and obligations of partnerships or similar entities.

The Company may further acquire, develop, promote, sell, manage and/or lease immovable properties either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad, as well as carry out all operations relating to immovable properties.

The Company may, for its own account as well as for the account of third parties, carry out all operations which may be useful or necessary to the accomplishment of its purposes or which are related directly or indirectly to its purpose.

Art. 3. The Company is incorporated for an unlimited period.

Art. 4. The Company will assume the name of XI Callisto Luxco II S.à r.l.

Art. 5. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of a general meeting of its shareholders. Within the same borough, the registered office may be transferred through simple resolution of the manager or the board of managers. Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad.

B. Share capital - Shares

Art. 6. The Company's share capital is set at one million one hundred forty-three thousand United States Dollars (USD 1,143,000) represented by (i) one hundred forty-three thousand (143,000) ordinary shares having a par value of one United States Dollar (USD 1) each (the «Ordinary Shares»); (ii) one hundred thousand (100,000) class A shares, each having a nominal value of one United States Dollar (USD 1) (the «Class A Shares»); (iii) one hundred thousand (100,000) class B shares, each having a nominal value of one United States Dollar (USD 1) (the «Class B Shares»); (iv) one hundred thousand (100,000) class C shares, each having a nominal value of one United States Dollar (USD 1) (the «Class C Shares»); (v) one hundred thousand (100,000) class D shares, each having a nominal value of one United States Dollar (USD 1) (the «Class D Shares»); (vi) one hundred thousand (100,000) class E shares, each having a nominal value of one United States Dollar (USD 1) (the «Class E Shares»); (vii) one hundred thousand (100,000) class F shares, each having a nominal value of one United States Dollar (USD 1) (the «Class F Shares»); (viii) one hundred thousand (100,000) class G shares, each having a nominal value of one United States Dollar (USD 1) (the «Class G Shares»); (ix) one hundred thousand (100,000) class H shares, each having a nominal value of one United States Dollar (USD 1) (the «Class H Shares»); (x) one hundred thousand (100,000) class I shares, each having a nominal value of one United States Dollar (USD 1) (the «Class I Shares»); and (xi) one hundred thousand (100,000) class J shares, each having a nominal value of one United States Dollar (USD 1) (the «Class J Shares»), (the Class A Shares, the Class B Shares, the Class C Shares, the Class D Shares, the Class E Shares, the Class F Shares, the Class G Shares, the Class H Shares, the Class I Shares and the Class J Shares, together being referred as the «Preferred Shares»). The share premium paid at the time of the issuance of the Ordinary Shares, as well as any further assimilated premium or amounts which are contributed to the equity without the issuance of shares and are designated to be allocated to such reserve are allocated to the Ordinary Shares (the «Ordinary Share Premium») and the share premium paid at the issuance of the Preferred Shares, as well as any further assimilated premium or amounts which are contributed to the equity without the issuance of shares and are designated to be allocated to such reserve are allocated to the Preferred Shares (the «Preferred Share Premium»).

The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of the Articles.

The general meeting of shareholders may, in particular, decide upon a reduction of share capital through the repurchase and cancellation of a class of Preferred Shares, which may only be made within the respective Class Periods, e.g.:

The period for the Class A Shares is the period starting on the date of the notarial deed of 4 December 2015 and ending on 31 December 2016 (the «Class A Period»).

The period for the Class B Shares is the period starting one day after the Class A Period and ending on 31 December 2017 (the «Class B Period»).

The period for the Class C Shares is the period starting one day after the Class B Period and ending on 31 December 2018 (the «Class C Period»).

The period for the Class D Shares is the period starting one day after the Class C Period and ending on 31 December 2019 (the «Class D Period»).

The period for the Class E Shares is the period starting one day after the Class D Period and ending on 31 December 2020 (the “Class E Period”).

The period for the Class F Shares is the period starting one day after the Class E Period and ending on 31 December 2021 (the “Class F Period”).

The period for the Class G Shares is the period starting one day after the Class F Period and ending on 31 December 2022 (the “Class G Period”).

The period for the Class H Shares is the period starting one day after the Class G Period and ending on 31 December 2023 (the “Class H Period”).

The period for the Class I Shares is the period starting one day after the Class H Period and ending on 31 December 2024 (the “Class I Period”).

The period for the Class J Shares is the period starting one day after the Class I Period and ending on 31 December 2025 (the “Class J Period”).

Where a class of Preferred Shares has not been repurchased and cancelled within the relevant Class Period, the redemption and cancellation of such class(es) of Preferred Shares can be made during a new period (the “New Period”), which shall start on the date after the last Class Period (or as the case may be, the date after the end of the immediately preceding New Period of another class of shares) and end no later than one year after the start date of such New Period. The first New Period shall start on the date after the Class J Period and the class(es) of Preferred Shares not repurchased and not cancelled in their respective Class Period shall come in the order from Class A Shares to Class J Shares (to the extent not previously repurchased and cancelled).

For the avoidance of doubt, in the event that a repurchase and cancellation of a class of Preferred Shares takes place prior to the last day of its respective Class Period (or as the case may be, New Period), the following Class Period (or as the case may be, New Period), shall start on the day after the repurchase and cancellation of such class of Preferred Shares and shall continue to end on the day such as initially defined in the articles above.

Upon the repurchase and cancellation of the entire relevant class(es), the Cancellation Amount will become due and payable by the Company to the shareholder(s) pro rata to their holding in such class(es). For the avoidance of doubt the Company may discharge its payment in cash, in kind or by way of set-off.

The Cancellation Amount mentioned in the paragraph above to be retained shall be determined by the sole manager or, in case of plurality of managers, by the board of managers in its reasonable discretion and within the best corporate interest of the Company. For the avoidance of doubt, the sole manager or, in case of plurality of managers, the board of managers can choose to include or exclude in its determination of the Cancellation Amount, the Preferred Share Premium either in part or in totality.

Each share is entitled to one vote at ordinary and/or extraordinary general meetings.

The Company may redeem its own shares.

Art. 7. The share capital may be modified at any time by approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least. The existing shareholders shall have a preferential subscription right in proportion to the number of shares held by each of them in case of contribution in cash.

Art. 8. The shares are indivisible vis-à-vis the Company which will recognize only one holder per share. The joint owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

Art. 9. The Company's shares are freely transferable among shareholders. Inter vivos, they may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the other shareholders in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital.

In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the other shareholders in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

Art. 10. The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one of the shareholders will not cause the dissolution of the Company.

Art. 11. Neither creditors, nor assigns, nor heirs may for any reason affix seals on assets or documents of the Company.

C. Management

Art. 12. The Company is managed by one or several managers, who do not need to be shareholders. There shall be two classes of managers: Class A managers and Class B managers.

The managers are appointed by the general meeting of shareholders which sets the term of their office. They may be dismissed freely at any time and without specific cause.

In case of several managers, the Company will be bound in all circumstances by the joint signature of any Class A manager together with a Class B manager.

Art. 13. In case of several managers, the board of managers shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers and of the shareholders.

The board of managers shall meet upon call by the chairman, or two managers, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meeting of shareholders and of the board of managers, but in his absence, the shareholders or the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to managers twenty-four hours at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile another manager as his proxy. A manager may represent one or more of his colleagues. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers.

Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting. The chairman of the board of managers shall not have a casting vote.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the passing of the resolution.

Art. 14. The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two managers. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by two managers.

Art. 15. The death or resignation of a manager, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 16. The managers do not assume, by reason of their position, any personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. They are authorised agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

D. Decisions of the sole shareholder - Collective decisions of the shareholders

Art. 17. Each shareholder may participate in the collective decisions irrespective of the numbers of shares which he owns. Each shareholder is entitled to as many votes as he holds or represents shares.

Art. 18. Collective decisions are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

The amendment of the Articles requires the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least.

Art. 19. The shareholders exercise the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the Law.

E. Financial year - Annual accounts - Distribution of profits

Art. 20. The Company's financial year commences on the first day of January of each year and ends on the last day of December of the same year.

Art. 21. Each year on the last day of December, the accounts are closed and the managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 22. Five per cent (5%) of the net profit are set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital. The balance may be freely used by the shareholders. The board of managers is authorized to distribute interim dividends in case the funds available for distribution are sufficient.

The board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of interim financial statements prepared by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution.

Any Ordinary Share Premium may be distributed pro rata to the holder(s) of Ordinary Shares, subject to the provisions of the Law. Any Preferred Share Premium may be distributed pro rata to the holder(s) of Preferred Shares, subject to the provisions of the Law and Article 6 of the Articles.

In the event of a dividend declaration, such dividend shall be allocated and paid in the following order:

- the holder(s) of the Class A Shares shall be entitled to a fixed annual dividend equal to one percent (1%) of the nominal value of the Class A Shares;
- the holder(s) of the Class B Shares shall be entitled to a fixed annual dividend equal to two percent (2%) of the nominal value of the Class B Shares;
- the holder(s) of the Class C Shares shall be entitled to a fixed annual dividend equal to three percent (3%) of the nominal value of the Class C Shares;
- the holder(s) of the Class D Shares shall be entitled to a fixed annual dividend equal to four percent (4%) of the nominal value of the Class D Shares;
- the holder(s) of the Class E Shares shall be entitled to a fixed annual dividend equal to five percent (5%) of the nominal value of the Class E Shares;
- the holder(s) of the Class F Shares shall be entitled to a fixed annual dividend equal to six percent (6%) of the nominal value of the Class F Shares;
- the holder(s) of the Class G Shares shall be entitled to a fixed annual dividend equal to seven percent (7%) of the nominal value of the Class G Shares;
- the holder(s) of the Class H Shares shall be entitled to a fixed annual dividend equal to eight percent (8%) of the nominal value of the Class H Shares;
- the holder(s) of the Class I Shares shall be entitled to a fixed annual dividend equal to nine percent (9%) of the nominal value of the Class I Shares;
- the holder(s) of the Class J Shares shall be entitled to a fixed annual dividend equal to ten percent (10%) of the nominal value of the Class J Shares;
- the holder(s) of the Ordinary Shares shall be entitled to a fixed annual dividend equal to eleven percent (11%) of the nominal value of the Ordinary Shares.

If the dividends referred to above as annual fixed dividends are not declared or paid during one or more particular years, the fixed dividend entitlement shall continue to accrue.

In case of distribution of profits, the balance shall be allocated pro rata to the holder(s) of the Preferred Shares in issue pursuant to a decision of the general meeting of the shareholders of the Company.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 23. In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, which do not need to be shareholders, and which are appointed by the general meeting of shareholders which will determine their powers and fees. The liquidators shall have the most extensive powers for the realization of the assets and payment of the liabilities.

The surplus, after payment of the liabilities, shall be distributed among the shareholders proportionally to the shares of the Company held by them.

Art. 24. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the Law.

G. Definitions

For the purposes of the Articles, the following capitalized terms shall have the following meanings:

“Articles” shall mean the present articles of association of the Company.

“Available Amount” shall mean the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) increased by (i) any Preferred Share Premium and (ii) as the case may be, by the amount of the capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of Preferred Shares to be cancelled but reduced by (i) any losses (including carried forward losses) expressed as a positive, (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of Law or of the Articles, (iii) any dividends to which the holder(s) of the Ordinary Shares and Preferred Shares are entitled pursuant to Article 22 (all dividend rights referred as Ordinary Dividend “OD” and Profit Entitlement “PE” as the case may be and as defined below), each time as set out in the relevant Interim Accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting) so that:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR + OD + PE)$$

Whereby:

AA = Available Amount.

NP = Net Profits (including carried forward profits).

P = any freely distributable Preferred Share Premium and reserves.

CR = the amount of the capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of Preferred Shares to be cancelled.

L = losses (including carried forward losses) expressed as a positive.

LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of Law or of the Articles.

OD = any annual fixed dividends to which is entitled the holder(s) of the Ordinary Shares pursuant to Article 22.

PE = Profit Entitlement (the annual fixed dividends to which the holder(s) of the Preferred Shares not being redeemed is entitled pursuant to Article 22).

The Available Amount must be set out in the Interim Accounts of the respective Class Period and shall be assessed by the sole manager or, in case of plurality of managers the board of managers of the Company in good faith and with the view to the Company's ability to continue as a going concern.

For the avoidance of doubt, Ordinary Share Premium are excluded in the determination of the Available Amount.

"Available Liquidities" shall mean (i) all the cash held by the Company (except for cash on term deposits with a remaining maturity exceeding six (6) months), (ii) any readily marketable money market instruments, bonds and notes and any receivable which in the opinion of the board of managers will be paid to the Company in the short term, less any indebtedness or other debt of the Company payable in less than six (6) months determined on the basis of the Interim Accounts relating to the relevant Class Period (or New Period, as the case may be) and (iii) any assets such as shares, stock or securities of other kind held by the Company.

"Cancellation Amount" shall mean an amount not exceeding the Available Amount relating to the relevant Class Period (or New Period, as the case may be) provided that such Cancellation Amount cannot be higher than the Available Liquidities relating to the relevant Class Period (or New Period).

"Class Period" shall mean each of the Class A Period, Class B Period, Class C Period, Class D Period, Class E Period, Class F Period, Class G Period, Class H Period, Class I Period and the Class J Period.

"Interim Accounts" shall mean the interim accounts of the Company as at the relevant Interim Account Date.

"Interim Account Date" shall mean the date no earlier than thirty (30) days but not later than ten (10) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant class of Preferred Shares.

"Net Profits" shall mean the reserves of the Company, deduction made of the general expenses and the charges, the depreciations, the provisions and taxes."

Costs and Expenses

The costs, expenses, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of this deed are estimated at six thousand euro.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing party and in case of discrepancy between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le quatre décembre.

Par devant nous, Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

XI Callisto Holdings (Cayman), L.P., une société (exempted limited partnership) constituée et existant selon les lois des Îles Caïmans, ayant son siège social au Intertrust Corporate Services (Cayman) Limited, 190 Elgin Avenue, George Town, Grand Cayman KYI-9005, Îles Caïmans, et immatriculée auprès du Registrar of Limited Partnerships of the Cayman Islands sous le numéro d'immatriculation 78647 (l'«Associé Unique»),

dûment représentée par Madame Maria Grosbusch, juriste, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

Ladite procuration, paraphée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

Laquelle partie comparante est l'associé unique de XI Callisto Luxco II S.à r.l. (la «Société»), une société à responsabilité limitée, constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 412F, route d'Esch, L-1030 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 179460, selon acte notarié en date du 18 juillet 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial»), n° 2440, le 2 octobre 2013. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois selon acte reçu par le notaire soussigné en date du 11 novembre 2015, non encore publié au Mémorial.

L'Associé Unique, représentant l'intégralité du capital social, déclare avoir renoncé à toute exigence de convocation et peut valablement délibérer sur tous les points figurant à l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Décision (i) de créer dix (10) nouvelles catégories de parts sociales dans le capital social de la Société, à savoir les parts sociales de catégorie A, les parts sociales de catégorie B, les parts sociales de catégorie C, les parts sociales de catégorie

D, les parts sociales de catégorie E, les parts sociales de catégorie F, les parts sociales de catégorie G, les parts sociales de catégorie H, les parts sociales de catégorie I et les parts sociales de catégorie J, ayant les droits et obligations prévus dans la refonte des statuts ci-dessous et (ii) de convertir les parts sociales existantes en Parts Sociales Ordinaires.

2. Augmentation du capital social de la Société d'un montant d'un million dollars américains (USD 1.000.000) pour le porter de son montant actuel de cent quarante-trois mille dollars américains (USD 143.000) à un million cent quarante-trois mille dollars américains (USD 1.143.000) par l'émission de cent mille (100.000) parts sociales de catégorie A, cent mille (100.000) parts sociales de catégorie B, cent mille (100.000) parts sociales de catégorie C, cent mille (100.000) parts sociales de catégorie D, cent mille (100.000) parts sociales de catégorie E, cent mille (100.000) parts sociales de catégorie F, cent mille (100.000) parts sociales de catégorie G, cent mille (100.000) parts sociales de catégorie H, cent mille (100.000) parts sociales de catégorie I et cent mille (100.000) parts sociales de catégorie J, ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1) chacune.

3. Décision relative à la modification de l'objet de la Société et à la refonte de l'article 2 des statuts de la Société.

4. Décision relative à la refonte complète des statuts de la Société.

5. Divers.

Après avoir dûment examiné chaque point figurant à l'ordre du jour, l'Associé Unique prend, et requiert le notaire soussigné d'acter, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide (i) de créer dix (10) nouvelles catégories de parts sociales dans le capital social de la Société, à savoir les parts sociales de catégorie A, les parts sociales de catégorie B, les parts sociales de catégorie C, les parts sociales de catégorie D, les parts sociales de catégorie E, les parts sociales de catégorie F, les parts sociales de catégorie G, les parts sociales de catégorie H, les parts sociales de catégorie I et les parts sociales de catégorie J, ayant les droits et obligations prévus dans la refonte des statuts ci-dessous et (ii) de convertir les cent quarante-trois mille (143.000) parts sociales existantes de la Société en cent quarante-trois mille (143.000) Parts Sociales Ordinaires.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant d'un million dollars américains (USD 1.000.000) pour le porter de son montant actuel de cent quarante-trois mille dollars américains (USD 143.000) à un million cent quarante-trois mille dollars américains (USD 1.143.000) par l'émission de cent mille (100.000) parts sociales de catégorie A, cent mille (100.000) parts sociales de catégorie B, cent mille (100.000) parts sociales de catégorie C, cent mille (100.000) parts sociales de catégorie D, cent mille (100.000) parts sociales de catégorie E, cent mille (100.000) parts sociales de catégorie F, cent mille (100.000) parts sociales de catégorie G, cent mille (100.000) parts sociales de catégorie H, cent mille (100.000) parts sociales de catégorie I et cent mille (100.000) parts sociales de catégorie J, ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1) chacune.

Les cent mille (100.000) parts sociales de catégorie A, cent mille (100.000) parts sociales de catégorie B, cent mille (100.000) parts sociales de catégorie C, cent mille (100.000) parts sociales de catégorie D, cent mille (100.000) parts sociales de catégorie E, cent mille (100.000) parts sociales de catégorie F, cent mille (100.000) parts sociales de catégorie G, cent mille (100.000) parts sociales de catégorie H, cent mille (100.000) parts sociales de catégorie I et cent mille (100.000) parts sociales de catégorie J émises ont été souscrites par l'Associé Unique pour un prix total de neuf millions quatre-vingt-cinq mille cinq cent quarante dollars américains (USD 9.085.540).

Les parts sociales ainsi souscrites ont été intégralement libérées par voie d'apport en nature consistant en plusieurs créances d'un montant total de neuf millions quatre-vingt-cinq mille cinq cent quarante dollars américains (USD 9.085.540), que l'Associé Unique détient sur la Société. La preuve de l'existence de l'apport susmentionné a été produite au notaire soussigné.

De l'apport total d'un montant de neuf millions quatre-vingt-cinq mille cinq cent quarante dollars américains (USD 9.085.540), un million dollars américains (USD 1.000.000) sont affectés au capital social et huit millions quatre-vingt-cinq mille cinq cent quarante dollars américains (USD 8.085.540) sont affectés au compte de Prime d'Emission Privilégiée.

Troisième résolution

L'Associé Unique décide la modification de l'objet de la Société et la refonte de l'article 2 des statuts comme suit:

« **Art. 2.** La Société a pour objet la détention de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères et de toute autre forme de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, de même que le transfert par vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de tout type, ainsi que l'administration, le contrôle et la mise en valeur de son portefeuille de participations.

La Société peut également garantir, accorder des prêts ou assister de toute autre manière des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

La Société peut également agir comme associé commandité ou commanditaire responsable indéfiniment ou de façon limitée pour toutes dettes et engagements sociaux de sociétés ou associations en commandite ou autres structures sociétaires similaires.

L'objet de la Société est également l'acquisition, le développement, la promotion, la vente, la gérance et/ou la location de biens immobiliers, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, ainsi que l'exercice de toute opération relative aux biens immobiliers.

La Société peut, pour son propre compte ou pour le compte d'un tiers, exercer toute opération qui serait utile ou nécessaire pour l'accomplissement de ses objets ou qui sont directement ou indirectement liées à ses objets.»

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide la refonte complète des statuts qui seront désormais rédigés comme suit:

«A. Objet - Durée - Nom - Siège social

Art. 1^{er}. Il existe par les présentes entre le(s) détenteur(s) actuel(s) des parts sociales créées ci-après et tous ceux qui deviendront associés à l'avenir une société à responsabilité limitée (ci-après la «Société») qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La Société a pour objet la détention de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères et de toute autre forme de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, de même que le transfert par vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de tout type, ainsi que l'administration, le contrôle et la mise en valeur de son portefeuille de participations.

La Société peut également garantir, accorder des prêts ou assister de toute autre manière des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

La Société peut également agir comme associé commandité ou commanditaire responsable indéfiniment ou de façon limitée pour toutes dettes et engagements sociaux de sociétés ou associations en commandite ou autres structures sociétaires similaires.

L'objet de la Société est également l'acquisition, le développement, la promotion, la vente, la gérance et/ou la location de biens immobiliers, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, ainsi que l'exercice de toute opération relative aux biens immobiliers.

La Société peut, pour son propre compte ou pour le compte d'un tiers, exercer toute opération qui serait utile ou nécessaire pour l'accomplissement de ses objets ou qui sont directement ou indirectement liées à ses objets.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société prend le nom de XI Callisto Luxco II S.à r.l.

Art. 5. Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg. Il pourra être transféré à tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg par une décision de l'assemblée générale de ses associés. Le siège social pourra être transféré au sein du même arrondissement par une résolution simple du gérant ou du conseil de gérance. Des succursales ou bureaux peuvent être créés, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

B. Capital social - Parts sociales

Art. 6. Le capital social de la Société est fixé à un million cent quarante-trois mille dollars américains (USD 1.143.000), représenté par (i) cent quarante-trois mille (143.000) parts sociales ordinaires, ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1) chacune (les «Parts Sociales Ordinaires»); (ii) cent mille (100.000) parts sociales de catégorie A, ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1) chacune (les «Parts Sociales de Catégorie A»); (iii) cent mille (100.000) parts sociales de catégorie B, ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1) chacune (les «Parts Sociales de Catégorie B»); (iv) cent mille (100.000) parts sociales de catégorie C, ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1) chacune (les «Parts Sociales de Catégorie C»); (v) cent mille (100.000) parts sociales de catégorie D, ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1) chacune (les «Parts Sociales de Catégorie D»); (vi) cent mille (100.000) parts sociales de catégorie E, ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1) chacune (les «Parts Sociales de Catégorie E»); (vii) cent mille (100.000) parts sociales de catégorie F, ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1) chacune (les «Parts Sociales de Catégorie F»); (viii) cent mille (100.000) parts sociales de catégorie G, ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1) chacune (les «Parts Sociales de Catégorie G»); (ix) cent mille (100.000) parts sociales de catégorie H, ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1) chacune (les «Parts Sociales de Catégorie H»); (x) cent mille (100.000) parts sociales de catégorie I, ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1) chacune (les «Parts Sociales de Catégorie I»); et (xi) cent mille (100.000) parts sociales de catégorie J, ayant une valeur nominale d'un dollar américain (USD 1) chacune (les «Parts Sociales de Catégorie J»), (les Parts Sociales de Catégorie A, les Parts Sociales de Catégorie B, les Parts Sociales de Catégorie C, les Parts Sociales de Catégorie D, les Parts Sociales de Catégorie E, les Parts Sociales de Catégorie F, les Parts Sociales de Catégorie G, les Parts Sociales de Catégorie H, les Parts Sociales de Catégorie I et les Parts Sociales de Catégorie J dénommées ensemble les «Parts Sociales Privilégiées»). La prime d'émission versée au moment de l'émission des Parts Sociales Ordinaires, ainsi que toute autre prime assimilée ou montants apportés aux capitaux propres sans l'émission de parts sociales et désignés à être affectés à cette réserve sont affectés aux Parts Sociales Ordinaires (la «Prime d'Émission Ordinaire») et la prime d'émission versée lors de l'émission des Parts Sociales Privilégiées ainsi que toute autre prime assimilée ou montants apportés aux capitaux propres sans

l'émission de parts sociales et désignés à être affectés à cette réserve sont affectés aux Parts Sociales Privilégiées (la «Prime d'Émission Privilégiée»).

Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par une décision de l'assemblée générale des associés de la Société, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

L'assemblée générale des associés peut, notamment, décider d'une réduction du capital social par le rachat et l'annulation d'une catégorie de Parts Sociales Privilégiées, lesquels ne pourront se faire que durant la Période de Catégorie respective, en l'occurrence:

La période pour les Parts Sociales de Catégorie A est la période commençant à la date de l'acte notarié du 4 décembre 2015 et prenant fin le 31 décembre 2016 (la «Période de Catégorie A»).

La période pour les Parts Sociales de Catégorie B est la période commençant un jour après la Période de Catégorie A et prenant fin le 31 décembre 2017 (la «Période de Catégorie B»).

La période pour les Parts Sociales de Catégorie C est la période commençant un jour après la Période de Catégorie B et prenant fin le 31 décembre 2018 (la «Période de Catégorie C»).

La période pour les Parts Sociales de Catégorie D est la période commençant un jour après la Période de Catégorie C et prenant fin le 31 décembre 2019 (la «Période de Catégorie D»).

La période pour les Parts Sociales de Catégorie E est la période commençant un jour après la Période de Catégorie D et prenant fin le 31 décembre 2020 (la «Période de Catégorie E»).

La période pour les Parts Sociales de Catégorie F est la période commençant un jour après la Période de Catégorie E et prenant fin le 31 décembre 2021 (la «Période de Catégorie F»).

La période pour les Parts Sociales de Catégorie G est la période commençant un jour après la Période de Catégorie F et prenant fin le 31 décembre 2022 (la «Période de Catégorie G»).

La période pour les Parts Sociales de Catégorie H est la période commençant un jour après la Période de Catégorie G et prenant fin le 31 décembre 2023 (la «Période de Catégorie H»).

La période pour les Parts Sociales de Catégorie I est la période commençant un jour après la Période de Catégorie H et prenant fin le 31 décembre 2024 (la «Période de Catégorie I»).

La période pour les Parts Sociales de Catégorie J est la période commençant un jour après la Période de Catégorie I et prenant fin le 31 décembre 2025 (la «Période de Catégorie J»).

Dans l'hypothèse où une catégorie de Parts Sociales Privilégiées n'aurait pas été rachetée et annulée durant la Période de Catégorie s'y rattachant, le rachat et l'annulation de telle(s) catégorie(s) de Parts Sociales Privilégiées pourra s'effectuer durant une nouvelle période (la «Nouvelle Période») qui débutera à la date suivant la fin de la dernière Période de Catégorie (ou, le cas échéant, la date après la fin de la Nouvelle Période précédente d'une autre catégorie de parts sociales) et se termine au plus tard un an après le début de cette Nouvelle Période. La première Nouvelle Période débute le jour suivant la fin de la Période de Catégorie J et la(les) catégorie(s) de Parts Sociales Privilégiées non rachetées et annulées durant leur Période de Catégorie respective se suivront dans l'ordre des Parts Sociales de Catégorie A aux Parts Sociales de Catégorie J (dans la mesure où elles n'ont pas été rachetées et annulées auparavant).

Par souci de clarté, dans le cas où un rachat et une annulation d'une catégorie de Parts Sociales Privilégiées aurait lieu avant le dernier jour de sa Période de Catégorie respective (ou, le cas échéant, de sa Nouvelle Période), la Période de Catégorie suivante (ou, le cas échéant, sa Nouvelle Période) débutera le jour suivant le rachat et l'annulation de cette catégorie de Parts Sociales Privilégiées et prendra fin le jour initialement fixé dans les paragraphes ci-dessus.

Le Montant d'Annulation devient exigible par la Société aux associés au prorata de leur détention dans la(les) catégorie(s) respective(s) dès le rachat et l'annulation de l'ensemble de la(des) catégorie(s) respective(s). Par souci de clarté, la Société peut se libérer de son obligation de paiement en espèces, en nature ou par voie de compensation.

Le Montant d'Annulation à retenir mentionné au paragraphe précédent est déterminé à la discrétion du gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance, raisonnablement et dans l'intérêt social de la Société. Par souci de clarté, le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut choisir d'inclure ou d'exclure dans sa détermination du Montant d'Annulation partie ou la totalité de la Prime d'Émission Privilégiée.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et/ou extraordinaires.

La Société peut racheter ses propres parts sociales.

Art. 7. Le capital social peut être modifié à tout moment par approbation (i) d'une majorité des associés (ii) représentant au moins les trois quarts du capital social. Les associés existants auront un droit préférentiel de souscription en proportion du nombre de parts sociales détenues par chacun d'eux en cas d'un apport en numéraire.

Art. 8. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul titulaire par part sociale. Les copropriétaires indivis nommeront un représentant unique qui les représentera vis-à-vis de la Société.

Art. 9. Les parts sociales de la Société sont librement cessibles entre associés. Inter vivos, les parts sociales seront uniquement transférables à de nouveaux associés sous réserve qu'un tel transfert ait été approuvé par les autres associés représentant une majorité des trois quarts du capital social lors d'une assemblée générale.

En cas de décès, les parts sociales de l'associé décédé ne pourront être transférées aux nouveaux associés que sous réserve qu'un tel transfert ait été approuvé par les autres associés représentant une majorité des trois quarts du capital social lors d'une assemblée générale. Un tel agrément n'est cependant pas requis dans l'hypothèse où les parts sociales sont transférées soit aux ascendants, descendants ou au conjoint survivant.

Art. 10. Le décès, la suspension des droits civils, la faillite ou l'insolvabilité concernant un des associés n'entraînera pas la dissolution de la Société.

Art. 11. Ni les créanciers, ni leurs successeurs ou héritiers ne pourront, pour quelque raison que ce soit, apposer des scellés sur des biens ou documents de la Société.

C. Gérance

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, qui n'ont pas besoin d'être associés. Il y aura deux catégories de gérants: gérants de Catégorie A et gérants de Catégorie B.

Les gérants sont nommés par l'assemblée générale des associés qui détermine la durée de leur mandat. Ils peuvent être révoqués librement, à tout moment et sans cause spécifique.

En cas de pluralité de gérants, la Société sera valablement engagée en toutes circonstances par la signature conjointe d'un gérant de Catégorie A ensemble avec un gérant de Catégorie B.

Art. 13. En cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance peut élire un président parmi ses membres et peut aussi choisir un vice-président. Il peut également choisir un secrétaire qui ne doit pas nécessairement être gérant et qui sera chargé de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance et des associés.

Le conseil de gérance se réunit sur convocation du président ou de deux gérants au lieu indiqué dans la convocation à la réunion.

Le président du conseil de gérance préside toutes les réunions des associés et du conseil de gérance, mais en son absence, les associés ou le conseil de gérance peuvent provisoirement nommer un autre gérant comme président temporaire par un vote à la majorité des voix des gérants présents à cette réunion.

Toute convocation écrite aux réunions du conseil de gérance doit être remise aux gérants au minimum vingt-quatre heures avant la date fixée pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les motifs de l'urgence doivent être mentionnées dans la convocation. Cette convocation pourra être omise en cas d'accord écrit de chaque gérant, par câble, télégramme, télex ou télécopie ou tout autre moyen de communication. Une convocation particulière ne sera pas requise pour un conseil de gérance dont le lieu et l'heure de convocation auront été déterminés par une résolution adoptée lors d'un précédent conseil de gérance.

Tout gérant peut se faire représenter à toutes réunions du conseil de gérance en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre gérant comme son mandataire. Un gérant peut représenter un ou plusieurs de ses collègues. Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par téléconférence ou par tout autre moyen de communication similaire permettant à toutes les personnes y participant de s'entendre mutuellement. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne.

Le conseil de gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité de ses membres est présente ou représentée à une réunion du conseil de gérance.

Les décisions sont prises à la majorité des votes des gérants présents ou représentés à cette réunion. Le président du conseil de gérance n'a pas de voix prépondérante.

Le conseil de gérance peut, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par câble, télégramme, télex ou télécopie ou par tout autre moyen de communication, à confirmer par écrit. L'ensemble constituera le procès-verbal prouvant l'adoption de la résolution.

Art. 14. Les procès-verbaux de toute réunion du conseil de gérance seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président ou par deux gérants. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits au cours d'une procédure judiciaire ou autre, seront signés par le président ou par deux gérants.

Art. 15. Le décès ou la démission d'un gérant, pour quelque raison que ce soit, n'entraînera pas la dissolution de la Société.

Art. 16. Les gérants ne contractent, à raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

D. Décisions de l'associé unique - Décisions collectives des associés

Art. 17. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts sociales qui lui appartient. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède ou représente.

Art. 18. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

La modification des statuts requiert l'accord (i) d'une majorité des associés (ii) représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 19. Les associés exercent les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés par les dispositions de la section XII de la Loi.

E. Exercice social - Comptes annuels - Affectation des bénéfices

Art. 20. L'exercice social de la Société commence le premier jour du mois de janvier de chaque année et se termine le dernier jour du mois de décembre de la même année.

Art. 21. Chaque année, au dernier jour du mois de décembre, les comptes sont clôturés et les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication de la valeur de l'actif et du passif de la Société. Tout associé peut prendre communication de l'inventaire susmentionné et du bilan au siège social de la Société.

Art. 22. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'une réserve statutaire jusqu'à ce que celle-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social. Le solde est à la libre disposition des associés. Le conseil de gérance est autorisé à distribuer des acomptes sur dividendes si les fonds nécessaires à une telle distribution sont suffisants.

Le conseil de gérance peut décider de distribuer des acomptes sur dividendes sur la base d'un bilan intérimaire, préparé par le conseil de gérance indiquant que les fonds disponibles pour la distribution sont suffisants.

Toute Prime d'Émission Ordinaire peut être distribuée au(x) détenteur(s) des Parts Sociales Ordinaires au prorata, sous réserve des dispositions de la Loi. Toute Prime d'Émission Privilégiée peut être distribuée au(x) détenteur(s) des Parts Sociales Privilégiées au prorata, sous réserve des dispositions de la Loi et de l'Article 6 des Statuts.

Dans l'hypothèse d'une distribution de dividendes, ceux-ci seront repartis et versés dans l'ordre suivant:

- le(s) détenteur(s) des Parts Sociales de Catégorie A a (ont) droit à un dividende annuel fixe égal à un pour cent (1%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie A;
- le(s) détenteur(s) des Parts Sociales de Catégorie B a (ont) droit à un dividende annuel fixe égal à deux pour cent (2%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie B;
- le(s) détenteur(s) des Parts Sociales de Catégorie C a (ont) droit à un dividende annuel fixe égal à trois pour cent (3%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie C;
- le(s) détenteur(s) des Parts Sociales de Catégorie D a (ont) droit à un dividende annuel fixe égal à quatre pour cent (4%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie D;
- le(s) détenteur(s) des Parts Sociales de Catégorie E a (ont) droit à un dividende annuel fixe égal à cinq pour cent (5%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie E;
- le(s) détenteur(s) des Parts Sociales de Catégorie F a (ont) droit à un dividende annuel fixe égal à six pour cent (6%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie F;
- le(s) détenteur(s) des Parts Sociales de Catégorie G a (ont) droit à un dividende annuel fixe égal à sept pour cent (7%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie G;
- le(s) détenteur(s) des Parts Sociales de Catégorie H a (ont) droit à un dividende annuel fixe égal à huit pour cent (8%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie H;
- le(s) détenteur(s) des Parts Sociales de Catégorie I a (ont) droit à un dividende annuel fixe égal à neuf pour cent (9%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie I;
- le(s) détenteur(s) des Parts Sociales de Catégorie J a (ont) droit à un dividende annuel fixe égal à dix pour cent (10%) de la valeur nominale des Parts Sociales de Catégorie J;
- le(s) détenteur(s) des Parts Sociales Ordinaires a (ont) droit à un dividende annuel fixe égal à onze pour cent (11%) de la valeur nominale des Parts Sociales Ordinaires.

Si les dividendes mentionnés ci-dessus comme étant des dividendes annuels fixes ne sont pas déclarés ou versés durant une ou plusieurs années particulières, le droit au dividende fixe continuera à augmenter.

En cas de distribution de bénéfices, le solde est affecté au prorata au(x) détenteur(s) des Parts Sociales Privilégiées en émission, conformément à la décision de l'assemblée générale des associés de la Société.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 23. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, qui ne doivent pas nécessairement être associés, nommés par l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et émoluments. Les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

Le surplus, après déduction du passif, sera partagé entre les associés en proportion des parts sociales détenues dans la Société.

Art. 24. Tout ce qui n'est pas régi par les présents Statuts sera déterminé en conformité avec la Loi.

G. Définitions

Les termes suivants en majuscules auront la signification suivante dans les présents Statuts:

«Statuts» signifie les présents statuts de la Société.

«Montant Disponible» signifie le montant total du bénéfice net de la Société (incluant le bénéfice reporté des années précédentes), augmenté de (i) toute Prime d'Émission Privilégiée et (ii) le cas échéant, du montant de la réduction du capital et de la réduction de la réserve légale suivant la catégorie des Parts Sociales Privilégiées à annuler, mais diminué par (i) toutes pertes (incluant les pertes reportées des années précédentes) exprimées par un montant positif, (ii) toutes sommes à placer en réserve(s) conformément aux dispositions de la Loi ou des Statuts, (iii) tous dividendes auxquels a (ont) droit le (s) détenteur(s) de Parts Sociales Ordinaires et Parts Sociales Privilégiées conformément à l'Article 22 (tout droit aux dividendes étant référé comme Dividende Ordinaire «DO» et Droit au Résultat «DR», le cas échéant et dont les termes sont définis ci-dessous), chaque fois tel que déterminé dans les Comptes Intérimaires respectifs (par souci de clarté, sans prise en compte des doublons), de sorte que:

$$MD = (BN+B+RC) - (P+RL+DO+DR)$$

Où:

MD = Montant Disponible.

BN = Bénéfice Net (y compris le bénéfice reporté).

B = toute Prime d'Émission Privilégiée et réserves librement distribuables.

RC = le montant de la réduction du capital et de la réduction de réserve légale suivant la catégorie des Parts Sociales Privilégiées à annuler.

P = les pertes (y compris les pertes reportées) exprimées par un montant positif.

RL = toutes sommes à placer en réserve(s) conformément aux dispositions de la Loi ou des Statuts.

DO = tout dividende annuel fixe auquel le(s) détenteur(s) des Parts Sociales Ordinaires a (ont) droit conformément à l'Article 22.

DR = Droit au Résultat (dividende annuel fixe auquel le(s) détenteur(s) de Parts Sociales Privilégiées ne faisant pas objet du rachat a (ont) droit conformément à l'Article 22).

Le Montant Disponible doit être indiqué dans les Comptes Intérimaires de la Période de Catégorie respective et doit être approuvé par le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, par le conseil de gérance de la Société en toute bonne foi, compte tenu de la capacité de la Société à poursuivre son activité.

Par souci de clarté, toute Prime d'Émission Ordinaire est exclue lors de la détermination du Montant Disponible.

«Liquidités Disponibles» signifie (i) toute espèce liquide détenue par la Société (exception faite d'espèces sur dépôts à terme d'une maturité excédant six (6) mois), (ii) tout instrument négociable sur un marché monétaire, obligations et titres et n'importe quelle créance qui, selon le conseil de gérance, sera payée à la Société à court terme, moins tout endettement ou toute autre dette de la Société réglable en moins de six (6) mois, déterminés sur la base des Comptes Intérimaires se référant à la Période de Catégorie respective (ou Nouvelle Période, le cas échéant) et (iii) tout actif tel que des parts sociales, actions ou valeurs mobilières de tout genre détenues par la Société.

«Montant d'Annulation» signifie un montant n'excédant pas le Montant Disponible relatif à la Période de Catégorie respective (ou Nouvelle Période, le cas échéant), étant entendu que ce Montant d'Annulation ne peut être plus élevé que les Liquidités Disponibles relatives à la Période de Catégorie (ou Nouvelle Période) respective.

«Période de Catégorie» désigne chaque Période de Catégorie A, Période de Catégorie B, Période de Catégorie C, Période de Catégorie D, Période de Catégorie E, Période de Catégorie F, Période de Catégorie G, Période de Catégorie H, Période de Catégorie I et Période de Catégorie J.

«Comptes Intérimaires» signifie les comptes intérimaires de la Société à la Date des Comptes Intérimaires respective.

«Date des Comptes Intérimaires» signifie la date qui ne précède pas de plus de trente (30) jours de calendrier et au moins dix (10) jours avant la date de rachat et d'annulation de la catégorie de Parts Sociales Privilégiées concernée.

«Bénéfices Nets» signifie les réserves de la Société, déduction faite des frais généraux et des charges, des amortissements, des provisions et taxes.»

Frais et dépenses

Le montant des frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature qui incombe à la Société ou qui est mis à sa charge en raison de cet acte est évalué à environ six mille euros.

Dont acte, passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français; à la demande de la même partie comparante et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu au mandataire de la partie comparante connu du notaire par nom, prénom, et résidence, ledit mandataire de la partie comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. GROSBUSCH, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 08 décembre 2015. Relation: EAC/2015/29312. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2016056429/701.

(160015153) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2016.

Flabeg Management S.à r.l. & Partners S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 1B, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 198.569.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-second of December.

Before Us, Maître Jacques Kessler, notary residing in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg.

Is held

an extraordinary general meeting of the shareholders of the corporate partnership limited by shares established and existing in the Grand Duchy of Luxembourg under the name “Flabeg Management S.à r.l. & Partners S.C.A.” (hereinafter, the Company), with registered office at 1B Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 198569, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary, dated July 3, 2015, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 2421, dated September 8, 2015, and whose articles of incorporation have been last amended pursuant to a deed of the undersigned notary dated December 4, 2015, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The meeting is chaired by Ms. Sofia Alfonso-Da Chao Conde, notary clerk, having her professional address at 13, route de Luxembourg, L-4761 Pétange, Grand Duchy of Luxembourg.

The chairman appoints as secretary Mrs Marisa GOMES, employee, with professional address at 13, route de Luxembourg, L-4761 Pétange, Grand Duchy of Luxembourg.

The meeting elects as scrutineer Mrs Marisa GOMES, employee, with professional address at 13, route de Luxembourg, L-4761 Pétange, Grand Duchy of Luxembourg.

The chairman declares and requests the notary to state that:

The shareholders are present or duly represented by virtue of two (2) proxies and the number of their shares are shown on an attendance list, signed by the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said list as well as the proxies will be registered with these minutes.

As appears from said attendance list, one hundred percent (100%) of the Company's share capital, presently set at thirty-one thousand Euro (EUR 31.000,00), are present or represented at the present general meeting so that the meeting can validly decide on all the items of its agenda.

Agenda

I. Amendment of article 5 of the Company's articles of incorporation, which shall henceforth read as follows:

“ **Art. 5.** The Company's share capital is set at thirty-one thousand Euro (EUR 31.000,00) represented by the following shares:

- thirty thousand nine hundred ninety-nine (30.999) ordinary shares with a nominal value of one Euro (EUR 1,00) each (the LP Shares); and

- one (1) management share with a nominal value of one Euro (EUR 1,00) (hereinafter, the Management Share).

The LP Shares and the Management Share are together referred to as the Shares and individually the Share.

The holders of the Shares are together referred to as the Shareholders.

The LP Shares may be divided from time to time and as the case may be into different classes of shares (each, a LP Share Class), upon ordinary resolution from the Shareholders taken in compliance with Article 15, and subject always to the provisions of any Securityholders Agreement.

In addition to the share capital, the Company shall have:

- one or more share premium account(s) (each, a Share Premium Account), one for each LP Share Class, into which any premium paid on any LP Share is transferred and the balance on which each corresponding holder(s) has exclusive entitlement to; and

- one or more capital contribution account(s) (each, a Capital Contribution Account), one for each LP Share Class, into which any capital contributed by a Shareholder in direct or indirect relation to an Investment (as defined below) may be transferred and the balance on which each corresponding holder(s) has exclusive entitlement to.

The Share Premium Accounts and the Capital Contribution Accounts are at the free disposal of the Shareholders, who shall freely decide on any movements relating thereto, either debit or credit, through ordinary resolutions taken in compliance with Article 15, subject always to the provisions of any Securityholders Agreement.

The authorized capital, excluding the subscribed share capital, is set at ten thousand Euro (EUR 10.000,00) represented by ten thousand (10.000) shares of any class to be issued at the sole discretion of the Manager (as defined below) of the Company, with a nominal value of one Euro (EUR 1,00) each, to be vested with the same rights and obligations as the existing shares, save as for the specific provisions of the Articles.

The Manager (as defined below) is authorized, during a period of five (5) years from the date of publication of the notarial deed enacting the creation of the authorized share capital, to increase at any time the subscribed share capital by the amount of the authorized share capital. These increases of capital may be subscribed, and shares issued with or without share premium, and paid up by contribution in kind or cash in accordance with the law.

The Manager (as defined below) is specifically authorized to proceed with the issuance of such authorized shares without reserving for the then existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares so issued.

The Management Share shall be held by Flabeg Management S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under Luxembourg law, having its registered office at 1B Heienhaff, L-1736, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies under number B 198510 as shareholder with unlimited liability and manager (hereinafter, the Manager).

The Company may repurchase its own shares within the limits set by the Law and the Articles subject always to the provisions of any Securityholders Agreement.

The Shares are and shall remain registered shares.”

Resolutions

I. The meeting resolves to amend article 5 of the Company's articles of association, which shall henceforth read as follows:

“ **Art. 5.** The Company's share capital is set at thirty-one thousand Euro (EUR 31.000,00) represented by the following shares:

- thirty thousand nine hundred ninety-nine (30.999) ordinary shares with a nominal value of one Euro (EUR 1,00) each (the LP Shares); and

- one (1) management share with a nominal value of one Euro (EUR 1,00) (hereinafter, the Management Share).

The LP Shares and the Management Share are together referred to as the Shares and individually the Share.

The holders of the Shares are together referred to as the Shareholders.

The LP Shares may be divided from time to time and as the case may be into different classes of shares (each, a LP Share Class), upon ordinary resolution from the Shareholders taken in compliance with Article 15, and subject always to the provisions of any Securityholders Agreement.

In addition to the share capital, the Company shall have:

- one or more share premium account(s) (each, a Share Premium Account), one for each LP Share Class, into which any premium paid on any LP Share is transferred and the balance on which each corresponding holder(s) has exclusive entitlement to; and

- one or more capital contribution account(s) (each, a Capital Contribution Account), one for each LP Share Class, into which any capital contributed by a Shareholder in direct or indirect relation to an Investment (as defined below) may be transferred and the balance on which each corresponding holder(s) has exclusive entitlement to.

The Share Premium Accounts and the Capital Contribution Accounts are at the free disposal of the Shareholders, who shall freely decide on any movements relating thereto, either debit or credit, through ordinary resolutions taken in compliance with Article 15, subject always to the provisions of any Securityholders Agreement.

The authorized capital, excluding the subscribed share capital, is set at ten thousand Euro (EUR 10.000,00) represented by ten thousand (10.000) shares of any class to be issued at the sole discretion of the Manager (as defined below) of the Company, with a nominal value of one Euro (EUR 1,00) each, to be vested with the same rights and obligations as the existing shares, save as for the specific provisions of the Articles.

The Manager (as defined below) is authorized, during a period of five (5) years from the date of publication of the notarial deed enacting the creation of the authorized share capital, to increase at any time the subscribed share capital by the amount of the authorized share capital. These increases of capital may be subscribed, and shares issued with or without share premium, and paid up by contribution in kind or cash in accordance with the law.

The Manager (as defined below) is specifically authorized to proceed with the issuance of such authorized shares without reserving for the then existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares so issued.

The Management Share shall be held by Flabeg Management S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under Luxembourg law, having its registered office at 1B Heienhaff, L-1736, Grand Duchy of Luxembourg, under process of registration with the Luxembourg Trade and Companies, as shareholder with unlimited liability and manager (hereinafter, the Manager).

The Company may repurchase its own shares within the limits set by the Law and the Articles subject always to the provisions of any Securityholders Agreement.

The Shares are and shall remain registered shares.” There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxy holder of the appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Pétange, on the date first written above.

The document having been read to the members of the bureau and the proxy holder of the appearing persons, who are known to the notary by their full name, civil status and residence, they signed together with Us, the notary, the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le vingt-deux décembre.

Par-devant Nous, Maître Jacques Kessler, notaire de résidence à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société en commandite par actions établie et existant au Grand-Duché de Luxembourg sous la dénomination «Flabeg Management S.à r.l. & Partners S.C.A.» (ci-après, la Société), ayant son siège social au 1B Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 198569, constituée par acte du notaire soussigné, en date du 3 juillet 2015, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2421, en date du 8 septembre 2015 et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par acte du notaire soussigné en date du 4 décembre 2015, pas publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Mme Sofia Alfonso-Da Chao Conde, employée, ayant son adresse professionnelle au 13, route de Luxembourg, L-4761 Pétange, Grand-Duché de Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Mme Marisa GOMES, employée, ayant son adresse professionnelle au 13, route de Luxembourg, L-4761 Pétange, Grand-Duché de Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Mme Marisa GOMES, employée, ayant son adresse professionnelle au 13, route de Luxembourg, L-4761 Pétange, L-1736 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le président déclare et prie le notaire d'acter que:

Les actionnaires sont présents ou dûment représentés en vertu de deux (2) procurations et le nombre de leurs actions sont renseignés sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire soussigné. Ladite liste de présence, ainsi que les procurations, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Il appert de cette liste de présence que cent pourcent (100%) du capital social de la Société, actuellement fixé à trente-et-un mille Euro (EUR 31.000,00), est présent ou représenté à la présente assemblée générale, de sorte que l'assemblée peut valablement délibérer sur tous les points portés à son ordre du jour.

Ordre du jour

II. Modification de l'article 5 des statuts de la Société afin de lui donner la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le capital social de la Société est fixé à la somme de trente-et-un mille Euros (EUR 31.000,00) représenté par les actions suivantes:

- trente mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (30.999) actions ordinaires ayant une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,00) chacune (les Actions de Commanditaire); et

- une (1) action de commandité ayant une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,00) (ci-après, l'Action de Commandité).

Il est référé à l'ensemble des Actions de Commanditaire et de l'Action de Commandité en tant qu'Actions et individuellement en tant qu'Action.

Il est référé à l'ensemble des détenteurs d'Actions en tant qu'Actionnaires.

Les Actions de Commanditaire peuvent être divisées de temps à autre et le cas échéant en différentes classes d'actions (chacune, une Classe d'Action de Commanditaire), sur résolution ordinaire des Actionnaires prise conformément à l'Article 15, et sous réserve toujours des dispositions de tout Pacte de Détenteurs de Titres.

En plus du capital social, la Société a:

- Un ou plusieurs compte(s) de prime d'émission (chacun, un Compte de Prime d'Emission), un pour chaque Classe d'Action de Commanditaire, sur lesquels toute prime d'émission payée pour toute Action est transférée, et dont chaque détenteur a un droit exclusif; et

- Un ou plusieurs compte(s) d'apport en capitaux propres non rémunéré par des titres (chacun, un Compte d'Apport), un pour chaque Classe d'Action de Commanditaire, sur lesquels tout apport en capitaux propres non rémunéré par des titres

effectué par un Actionnaire en lien direct ou indirect avec un Investissement (tel que défini ci-après) est crédité, et dont chaque détenteur a un droit exclusif.

Les Comptes de Prime d'Emission et les Comptes d'Apport sont à la libre disposition des Actionnaires, qui décident de tout mouvement y relatif, débit ou crédit, par résolution ordinaire prise conformément à l'Article 15 des Statuts, sous réserve toujours des dispositions de tout Pacte de Détenteurs de Titres.

Le capital autorisé, excluant le capital souscrit, s'élève à dix mille Euro (EUR 10.000,00) représenté par dix mille (10.000) actions de tout type de classe qui seront émises à la seule discrétion du Gérant (tel que défini ci-après), ayant une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,00) chacune, qui auront les mêmes droits et obligations que les actions existantes, sauf dispositions spécifiques des Statuts.

Le Gérant (tel que défini ci-dessous) est autorisé, pendant une période de cinq (5) ans à compter de la date de publication de l'acte notarié actant de la création du capital social autorisé, à augmenter à tout moment le capital social souscrit par le montant du capital social autorisé. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites, et les actions émises avec ou sans prime d'émission, et libérées par apport en nature ou en numéraire conformément à la Loi.

Le Gérant (tel que défini ci-dessous) est expressément autorisé à effectuer l'émission de telles actions sans réserver aux actionnaires alors existants un droit préférentiel de souscription aux actions ainsi émises.

L'Action de Commandité est détenue par Flabeg Management S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 198510, en tant qu'actionnaire à responsabilité illimitée et commandité (ci-après, le Gérant).

La Société peut racheter ses propres actions dans les limites prévues par la Loi et les Statuts sous réserve toujours des dispositions de tout Pacte de Détenteurs de Titres.

Les Actions sont et resteront nominatives.»

Résolutions

I. L'assemblée décide de modifier l'article 5 des statuts de la Société afin de lui donner la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le capital social de la Société est fixé à la somme de trente-et-un mille Euros (EUR 31.000,00) représenté par les actions suivantes:

- trente mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (30.999) actions ordinaires ayant une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,00) chacune (les Actions de Commanditaire); et

- une (1) action de commandité ayant une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,00) (ci-après, l'Action de Commandité).

Il est référé à l'ensemble des Actions de Commanditaire et de l'Action de Commandité en tant qu'Actions et individuellement en tant qu'Action.

Il est référé à l'ensemble des détenteurs d'Actions en tant qu'Actionnaires.

Les Actions de Commanditaire peuvent être divisées de temps à autre et le cas échéant en différentes classes d'actions (chacune, une Classe d'Action de Commanditaire), sur résolution ordinaire des Actionnaires prise conformément à l'Article 15, et sous réserve toujours des dispositions de tout Pacte de Détenteurs de Titres.

En plus du capital social, la Société a:

- Un ou plusieurs compte(s) de prime d'émission (chacun, un Compte de Prime d'Emission), un pour chaque Classe d'Action de Commanditaire, sur lesquels toute prime d'émission payée pour toute Action est transférée, et dont chaque détenteur a un droit exclusif; et

- Un ou plusieurs compte(s) d'apport en capitaux propres non rémunéré par des titres (chacun, un Compte d'Apport), un pour chaque Classe d'Action de Commanditaire, sur lesquels tout apport en capitaux propres non rémunéré par des titres effectué par un Actionnaire en lien direct ou indirect avec un Investissement (tel que défini ci-après) est crédité, et dont chaque détenteur a un droit exclusif.

Les Comptes de Prime d'Emission et les Comptes d'Apport sont à la libre disposition des Actionnaires, qui décident de tout mouvement y relatif, débit ou crédit, par résolution ordinaire prise conformément à l'Article 15 des Statuts, sous réserve toujours des dispositions de tout Pacte de Détenteurs de Titres.

Le capital autorisé, excluant le capital souscrit, s'élève à dix mille Euro (EUR 10.000,00) représenté par dix mille (10.000) actions de tout type de classe qui seront émises à la seule discrétion du Gérant (tel que défini ci-après), ayant une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,00) chacune, qui auront les mêmes droits et obligations que les actions existantes, sauf dispositions spécifiques des Statuts.

Le Gérant (tel que défini ci-dessous) est autorisé, pendant une période de cinq (5) ans à compter de la date de publication de l'acte notarié actant de la création du capital social autorisé, à augmenter à tout moment le capital social souscrit par le montant du capital social autorisé. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites, et les actions émises avec ou sans prime d'émission, et libérées par apport en nature ou en numéraire conformément à la Loi.

Le Gérant (tel que défini ci-dessous) est expressément autorisé à effectuer l'émission de telles actions sans réserver aux actionnaires alors existants un droit préférentiel de souscription aux actions ainsi émises.

L'Action de Commandité est détenue par Flabeg Management S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 198510, en tant qu'actionnaire à responsabilité illimitée et commandité (ci-après, le Gérant).

La Société peut racheter ses propres actions dans les limites prévues par la Loi et les Statuts sous réserve toujours des dispositions de tout Pacte de Détenteurs de Titres.

Les Actions sont et resteront nominatives.»

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête du mandataire des personnes comparantes, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la requête des personnes comparantes et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Pétange, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée aux membres du bureau et au mandataire des personnes comparantes, connus du notaire par leur nom et prénom, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire, le présent acte.

Signé: Conde, Gomes, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 31 décembre 2015. Relation: EAC/2015/31604. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2016057356/237.

(160017764) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2016.

Fiduciaire Treuconsult S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1945 Luxembourg, 3, rue de la Loge.

R.C.S. Luxembourg B 135.196.

Im Jahre zweitausendundsechzehn, am dreizehnten Tag des Monats Januar.

Vor dem unterzeichnenden Notar, Maître Roger ARRENSDORFF, mit Amtswohnsitz in Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg).

Versammelte sich die außerordentliche Generalversammlung der Aktionäre der Aktiengesellschaft („société anonyme“) FIDUCIAIRE TREUCONSULT S.A., mit Gesellschaftssitz in L-1945 Luxembourg, 3, rue de la Loge, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister zu Luxemburg, unter der Nummer B 135.196, gegründet gemäß Urkunde aufgenommen durch den Notar Paul BETTINGEN, mit dem Amtswohnsitz in Niederanven, am 4. Dezember 2007, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 321 von 7. Februar 2008 (die „Gesellschaft“). Die Satzung der Gesellschaft wurde seitdem nicht abgeändert.

Die außerordentliche Generalversammlung der Aktionäre wird eröffnet und findet statt unter dem Vorsitz von Frau Myriam FRANCO-KOCKS, Buchprüferin, beruflich wohnhaft in L-1945 Luxembourg, 3, rue de la Loge.

Die Vorsitzende bestimmt zum Schriftführer der außerordentlichen Generalversammlung der Aktionäre Herr Paul WEILER, Privatbeamter, beruflich wohnhaft in L-1724 Luxembourg, 43, Boulevard Prince Henri.

Die außerordentliche Generalversammlung der Aktionäre bestellt zur Stimmzählerin Frau Myriam FRANCO-KOCKS, Buchprüferin, beruflich wohnhaft in L-1945 Luxembourg, 3, rue de la Loge.

Nach Bildung des Versammlungsbüros gab der Vorsitzende folgende Erklärungen ab und ersuchte den amtierenden Notar Folgendes zu beurkunden:

(i) Die Tagesordnung lautet wie folgt:

Tagesordnung

1. Neufassung von Artikel 4 der Satzung um den Gesellschaftszweck der Gesellschaft abzuändern und dem Artikel folgenden Wortlaut zu verleihen:

„**Art. 4.** Zweck der Gesellschaft ist die Ausübung aller Tätigkeiten die dem Berufsstand der «Experts-Comptables» (gemäß Artikel 1 des Gesetzes vom 10. Juni 1999 über die Organisation des Berufes des Expert-Comptable) vorbehalten ist, sowie sämtliche verwandten Tätigkeiten im weitesten Sinne dieser Berufsbezeichnungen. Die Gesellschaft kann jede andere Tätigkeit, welche mit dem Gesellschaftszweck direkt oder indirekt in Verbindung steht oder welche diesen fördern kann, im In- und Ausland ausüben.“

2. Abänderung der Artikel 6, 10, 13, 14, 16 und 18 der Statuten, sodass die Gesellschaft in Zukunft auch nur einen Aktionär sowie einen alleinigen Verwalter haben kann;

3. Neufassung von Artikel 12 der Satzung um den Bestimmungen betreffend der Unterschriftvollmachten der Gesellschaft einen neuen Wortlaut zu verleihen;

4. Verschiedenes.

(ii) Die anwesenden oder vertretenen Aktionäre, deren Bevollmächtigte, sowie die Anzahl ihrer Aktien sind Gegenstand einer Anwesenheitsliste; diese Anwesenheitsliste, unterzeichnet durch die Aktionäre, die Bevollmächtigten der vertretenen Aktionäre und die Mitglieder des Versammlungsbüros bleiben vorliegender Urkunde beigelegt, um mit derselben bei der Einregistrierungsbehörde hinterlegt zu werden.

(iii) Die durch die erschienen Parteien "ne varietur" abgezeichneten Vollmachten der vertretenen Aktionäre bleiben vorliegender Urkunde ebenfalls beigelegt.

(iv) Das gesamte Gesellschaftskapital ist im Rahmen der gegenwärtigen außerordentlichen Generalversammlung der Aktionäre anwesend oder vertreten und da die anwesenden oder vertretenen Aktionäre erklären, im Vorfeld der außerordentlichen Generalversammlung über die Tagesordnung unterrichtet worden zu sein und diese zu kennen, erübrigen sich Einberufungsbescheide.

(v) Die gegenwärtige außerordentliche Generalversammlung der Aktionäre, die das gesamte Gesellschaftskapital vertritt, ist ordnungsgemäß zusammengetreten und kann rechtsgültig über alle Tagesordnungspunkte beraten.

Daraufhin hat die Gesellschafterversammlung im Anschluss an die entsprechenden Beratungsgespräche einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss

Die außerordentliche Generalversammlung der Aktionäre beschließt den Gesellschaftszweck der Gesellschaft abzuändern indem die Tätigkeit des Berufstandes eines „Réviseur d'entreprises“ getrichen wird, um dem Artikel 4 der Satzung der Gesellschaft folgenden Wortlaut zu verleihen:

„**Art. 4.** Zweck der Gesellschaft ist die Ausübung aller Tätigkeiten die dem Berufsstand der «Experts-Comptables» (gemäß Artikel 1 des Gesetzes vom 10. Juni 1999 über die Organisation des Berufes des Expert-Comptable) vorbehalten ist, sowie sämtliche verwandten Tätigkeiten im weitesten Sinne dieser Berufsbezeichnungen.

Die Gesellschaft kann jede andere Tätigkeit, welche mit dem Gesellschaftszweck direkt oder indirekt in Verbindung steht oder welche diesen fördern kann, im In- und Ausland ausüben.“

Zweiter Beschluss

Die außerordentliche Generalversammlung der Aktionäre beschließt dass die Gesellschaft in Zukunft nur einen alleinigen Aktionär sowie einen alleinigen Verwalter haben kann und gibt dementsprechend den Artikeln 6, 10, 13, 14, 16 und 18 der Statuten folgenden Wortlaut:

„**Art. 6.** Insofern alle Aktien durch einen Aktionär gehalten werden, kann die Gesellschaft durch einen einzigen Verwalter verwaltet werden, der kein Aktionär sein muss. Er wird von dem alleinigen Aktionär für eine Dauer ernannt, die sechs (6) Jahre nicht überschreiten darf oder bis zur nächsten Generalversammlung welche feststellt, dass die Gesellschaft mehr als einen Aktionär hat.

Der einzige Verwalter kann von dem alleinigen Aktionär jederzeit abberufen werden.

Wenn zwei oder mehrere Aktionäre alle Aktien besitzen, dann wird die Gesellschaft durch einen Verwaltungsrat verwaltet, der aus mindestens drei (3) Mitgliedern besteht, die keine Aktionäre sein müssen. Diese Verwaltungsratsmitglieder werden von der Generalversammlung für eine Dauer ernannt, die sechs (6) Jahre nicht überschreiten darf. Die Verwaltungsratsmitglieder sind wählbar oder können von der Generalversammlung jederzeit abberufen werden.

Wird die Stelle eines von der Generalversammlung bestellten Verwaltungsratsmitgliedes frei, können die verbleibenden Verwaltungsratsmitglieder, das frei gewordene Amt vorläufig besetzen.

In diesem Fall erfolgt die endgültige Wahl im Rahmen der nächsten Generalversammlung.

Art. 10. Der einzige Verwalter oder der Verwaltungsrat hat die weitest gehenden Befugnisse, um die Gesellschaftsangelegenheiten zu führen und diese im Rahmen des Gesellschaftszweckes zu verwalten.

Er ist für alles zuständig, was nicht ausdrücklich durch das Gesetz vom 10. August 1915 und durch die vorliegenden Satzungen der Generalversammlung vorbehalten ist.

Art. 13. Die Tätigkeit der Gesellschaft wird durch einen oder mehrere von dem alleinigen Aktionär oder von der Generalversammlung ernannte Kommissare überwacht, welche nicht Aktionäre sein müssen, die ihre Zahl und ihre Vergütung festlegt. Sie können von der Generalversammlung jederzeit abberufen werden.

Die Dauer der Amtszeit des oder der Kommissare wird von dem alleinigen Aktionär oder von der Generalversammlung festgelegt. Sie kann jedoch sechs Jahre nicht überschreiten.

Art. 14. Wenn alle Aktien durch einen einzigen Aktionär gehalten werden, hat dieser alle Befugnisse der Generalversammlung und fasst seine Beschlüsse schriftlich.

Im Falle von mehreren Aktionären, vertritt die Generalversammlung alle Aktionäre. Sie hat die weitest gehenden Befugnisse, um über die Angelegenheiten der Gesellschaft zu befinden.

Die Einberufung der Generalversammlung erfolgt gemäß den Bestimmungen des Gesetzes. Eine Einberufung ist nicht notwendig wenn alle Aktionäre anwesend oder vertreten sind und insofern sie erklären den Inhalt der Tagesordnung im Voraus gekannt zu haben.

Art. 16. Der einzige Verwalter oder der Verwaltungsrat oder der(die) Kommissar(e) können eine außerordentliche Generalversammlung einberufen. Sie muss einberufen werden, falls Aktionäre, die mindestens 10% (zehn Prozent) des Gesellschaftskapitals vertreten, einen derartigen Antrag stellen.

Die Stimmabgabe bei der Abstimmung anlässlich dieser außerordentlichen Generalversammlungen kann per Vollmacht oder schriftlich, fernschriftlich, telegraphisch oder per Telefax erfolgen.

Jede Aktie gibt ein Stimmrecht von einer Stimme, mit Ausnahme der gesetzlichen Einschränkungen.

Art. 18. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember jeden Jahres.

Der einzige Verwalter oder Verwaltungsrat erstellt den Jahresabschluss, nach den diesbezüglichen gesetzlichen Bestimmungen.

Er legt diesen, mit einem Bericht über die Geschäfte der Gesellschaft, spätestens einen Monat vor der Jahreshauptversammlung, dem Kommissar zur Einsicht, vor.“

Dritter Beschluss

Die außerordentliche Generalversammlung der Aktionäre beschließt Artikel 12 der Satzung der Gesellschaft neuzufassen, um den Bestimmungen betreffend der Unterschriftvollmachten der Gesellschaft folgenden Wortlaut zu verleihen:

„ **Art. 12.** Die Gesellschaft wird durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder durch Einzelunterschrift jeder entsprechend vom Verwaltungsrat bevollmächtigten Person(en) verpflichtet oder durch die Einzelunterschrift des Delegierten des Verwaltungsrates betreffend die tägliche Geschäftsführung.

Wird die Gesellschaft von einem einzigen Verwaltungsratsmitglied verwaltet, wird die Gesellschaft gegenüber Dritten durch die Einzelunterschrift des alleinigen Verwalters verpflichtet oder durch die Unterschrift jener Person, welche hierzu vom alleinigen Verwalter ermächtigt wurde.

Die tägliche Geschäftsführung der Gesellschaft sowie die diesbezügliche Vertretung Dritten gegenüber können auf ein oder mehrere Mitglieder des Verwaltungsrates, leitende Angestellte, Geschäftsführer oder sonstige Vertretungsberechtigte, welche nicht Aktionäre der Gesellschaft sein müssen, und alleinzeichnungsberechtigt sein können, übertragen werden. Ihre Ernennung, Abberufung und sonstigen Befugnisse werden durch Beschluss des Verwaltungsrates geregelt.

Ferner kann die Gesellschaft einzelne Aufgaben der Geschäftsführung durch privatschriftliche oder beglaubigte Vollmacht übertragen.“

Vierter Beschluss

Die außerordentliche Generalversammlung der Aktionäre beschließt die Rücktritte der Gesellschaft Allgemeine Management Gesellschaft G.m.b.H., von Herrn André TRIOLET und von Frau Myriam KOCKS in ihren Eigenschaften als Verwaltungsratsmitglieder mit sofortiger Wirkung anzunehmen.

Die Generalversammlung beschließt den vorbenannten Verwaltungsratsmitgliedern Entlastung für die Ausübung ihrer Mandate zu erteilen.

Fünfter Beschluss

Die außerordentliche Generalversammlung der Aktionäre beschließt den Rücktritt von Frau Myriam KOCKS als Delegierte des Verwaltungsrates zuständig für die tägliche Abwicklung der Geschäfte der Gesellschaft mit sofortiger Wirkung anzunehmen.

Die Generalversammlung beschließt der vorbenannten Person Entlastung für die Ausübung ihres Mandates als Delegierte des Verwaltungsrates zu erteilen.

Sechster Beschluss

Die außerordentliche Generalversammlung der Aktionäre beschließt folgende Person für eine Dauer die mit der ordentlichen Generalversammlung des Jahres 2021 endet zur alleinigen Verwalterin zu ernennen und zu bestätigen:

- Frau Myriam FRANCO-KOCKS, Buchprüferin, beruflich wohnhaft in L-1945 Luxembourg, 3, rue de la Loge.

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist, erklärt die Vorsitzende die außerordentliche Generalversammlung der Aktionäre für geschlossen.

Schätzung der Kosten

Die Kosten, Auslagen, Aufwendungen und Honorare jeglicher Art, welche der Gesellschaft auf Grund dieser Urkunde entstehen, werden auf acht hundert Euro (EUR 800,-) geschätzt.

Worüber Protokoll, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nachdem die Urkunde der dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannten erschienenen Personen vorgelesen worden ist, haben dieselben gegenwärtige Urkunde mit dem Notar, unterzeichnet.

Gezeichnet: FRANCO-KOCKS, WEILER, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 15 janvier 2016. Relation: 1LAC / 2016 / 1352. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Luxembourg, le 27 janvier 2016.

Référence de publication: 2016057352/149.

(160017684) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2016.

Fininvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 203.343.

STATUTS

L'an deux mille seize, le quinzième jour du mois de janvier;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), sous-signé;

A COMPARU:

La société anonyme constituée et existant sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg "FINEX.LU S.A. SOPARFI", établie et ayant son siège social à L-2449 Luxembourg, 25A, Boulevard Royal, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 144705,

ici représentée par Madame Carine GRUNDHEBER, employée, demeurant professionnellement à L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée, laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'elle déclare constituer par les présentes et dont les statuts ont été arrêtés comme suit:

Art. 1^{er}. Il est constitué par les présentes entre la comparante et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société anonyme luxembourgeoise dénommée "FINEXINVEST S.A."

Art. 2. Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la Société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la Société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration ou de l'administrateur unique à tout autre endroit de la commune du siège.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée des actionnaires délibérant comme en matière de modification des statuts.

La Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par une simple décision du conseil d'administration de la Société ou, dans le cas d'un administrateur unique, par une décision de l'administrateur unique.

Art. 3. La durée de la Société est illimitée.

Art. 4. La Société a pour objet toutes opérations, transactions, prestations de services et autres activités en matière économique, commerciale et financière ainsi que toutes activités se rapportant à l'acquisition, la gestion, l'exploitation et la liquidation d'un patrimoine mobilier et immobilier; elle pourra notamment employer ses fonds à l'achat, la vente, l'échange, la location, la transformation, l'aménagement et la mise en valeur sous des formes quelconques de tous droits et biens mobiliers et immobiliers, bâtis et non bâtis, situés au Grand-Duché de Luxembourg ou dans tous autres pays, tant pour son propre compte que pour le compte d'autrui; elle pourra encore réaliser toutes transactions, entreprises et opérations commerciales, industrielles et financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet; elle pourra prendre et gérer toutes participations sous quelque forme que ce soit dans toutes affaires, entreprises ou sociétés et effectuer toutes opérations susceptibles de favoriser directement ou indirectement son extension ou son développement.

Elle pourra en outre investir dans l'acquisition de marques, brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature que ce soit.

Elle pourra emprunter sous toutes les formes.

Art. 5. Le capital social est fixé à trente et un mille euros (31.000,- EUR), représenté par trois mille cent (3.100) actions d'une valeur nominale de dix euros (10,-EUR) chacune, entièrement libérées.

Toutes les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Art. 6. La Société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non. Cependant, si la Société est constituée par un actionnaire unique ou s'il est constaté à une assemblée générale des actionnaires que toutes les actions de la Société sont détenues par un actionnaire unique, la Société peut être administrée par un administrateur unique jusqu'à la première assemblée générale annuelle suivant le moment où il a été remarqué par la Société que ses actions étaient détenues par plus d'un actionnaire.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut excéder six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 7. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; à l'exception de ceux que la loi ou les présents statuts réservent à l'assemblée générale. En cas d'administrateur unique, tous les pouvoirs du conseil d'administration lui sont dévolus.

Le conseil d'administration peut désigner son président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme ou télex, étant admis. Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Art. 8. Le conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

Vis-à-vis des tiers la Société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature individuelle de l'administrateur unique ou bien, en cas de pluralité d'administrateurs, soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle du président du conseil d'administration ou de l'administrateur délégué dans les limites de ses pouvoirs.

Art. 9. La surveillance de la Société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 10. Le conseil d'administration pourra procéder à des versements d'acomptes sur dividendes en se conformant à la loi.

Art. 11. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 12. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la Société. Elle décide de l'affectation ou de la distribution du bénéfice net. Tout actionnaire a le droit de prendre part aux délibérations de l'assemblée, en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action représentative du capital social donne droit à une voix.

Les titres et parts bénéficiaires qui peuvent être créés ne donnent pas droit à la participation au vote.

Art. 13. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit de plein droit au siège social ou à tout autre endroit indiqué dans l'avis de convocation, le dernier mardi du mois de juin à quinze heures trente.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 14. La Société peut acquérir ses propres actions dans le cas et sous les conditions prévues par les articles 49-2 et suivants de la loi modifiée du 10 août 1915.

Art. 15. La loi du dix août mil neuf cent quinze et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

- 1) Le premier exercice social commence aujourd'hui et se termine le 31 décembre 2016.
- 2) La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2017.
- 3) Exceptionnellement, le premier président et le premier délégué du conseil d'administration peuvent être nommés par une résolution de l'actionnaire unique.

Souscription et libération

Les statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, les trois mille cent (3.100) actions ont été souscrites par l'actionnaire unique, la société "FINEX.LU S.A. SOPARFI", pré-désignée et représentée comme dit ci-avant, et entièrement libérées par la prédite souscriptrice moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme de trente et un mille euros (31.000,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, et en constate expressément l'accomplissement.

Résolutions prises par l'actionnaire unique

La partie comparante pré-mentionnée, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes en tant qu'actionnaire unique:

1) Le nombre des administrateurs est fixé à un (3) et celui des commissaires aux comptes à un (1).

2) Sont appelés aux fonctions d'administrateurs:

- Monsieur Christian DENIZON, directeur de société, né à Valence (France), le 16 août 1970, demeurant à L-2155 Luxembourg, 159, rue Mühlenweg;

- Monsieur Tom BERNARDY, directeur de société, né à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg), le 4 mai 1970, demeurant à L-4423 Soleuvre, 23, rue des Erables; et

- Monsieur Gerry SALUCCI, directeur de société, né à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 17 décembre 1968, demeurant à L-4460 Belvaux, 144, rue de la Gare.

Les mandats des administrateurs prendront fin lors de l'assemblée générale annuelle de l'année 2020. Le premier Président est Monsieur Christian DENIZON.

3) Monsieur Robert ZAHLEN, dirigeant de sociétés, né à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 7 août 1965, demeurant à L-5943 Itzig, 1 rue Jean-Pierre Lanter, est nommé commissaire aux comptes de la Société.

Le mandat du commissaire aux comptes prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle de l'année 2017.

4) Le siège social est fixé à L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution s'élèvent approximativement à la somme de mille euros.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, ledit mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: C. GRUNDHEBER, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 19 janvier 2016. 2LAC/2016/1112. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 26 janvier 2016.

Référence de publication: 2016057363/131.

(160017718) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2016.

Jack of all Trading Holding S.à r.l. / B.V., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 18.000,00.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 6, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 171.753.

Il résulte des résolutions prises par le conseil de gérance de la société en date du 14 janvier 2016 que :

- Le siège social de la société a été transféré du 124, Boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg au 6, rue Dicks, L-1417 Luxembourg avec effet au 4 janvier 2016.

- Monsieur Johan van den Berg et Trustmoore Luxembourg S.A., gérants de la Société, sont désormais domiciliés professionnellement au 6, rue Dicks, L-1417 Luxembourg avec effet au 4 janvier 2016.

Nous vous prions également de bien vouloir prendre note du changement de prénom de Monsieur Johan van den Berg en Johannes Andries van den Berg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 9 février 2016.

Référence de publication: 2016063800/17.

(160025163) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 février 2016.

**Cribs S.A., Société Anonyme,
(anc. Espace Concept S.A.).**

Siège social: L-4149 Esch-sur-Alzette, Z.I. Um Woeller.
R.C.S. Luxembourg B 89.087.

L'an deux mille seize, le huit janvier.

Par-devant Maître Joëlle BADEN, notaire de résidence à Luxembourg,

S'est réunie

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société «ESPACE CONCEPT S.A.», une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-4410 Soleuvre 2, Um Woeller, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 89.087, constituée suivant acte notarié en date du 17 septembre 2002 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 4 novembre 2002 numéro 1579 (la «Société»).

Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte du notaire soussigné en date de ce jour, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Jan-Peter Seligson, administrateur, demeurant professionnellement à Soleuvre, qui désigne comme secrétaire Madame Flora Gibert, employée, résidant professionnellement à Luxembourg

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Jan-Peter Seligson prénommé.

Le bureau ainsi constitué, le président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ORDRE DU JOUR:

Ordre du jour:

1. Changement de la dénomination de la société en «CRIBS S.A.» et modification subséquente de l'article 1^{er} des statuts de la société;

2. Divers.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes, les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Résolution unique

L'assemblée générale décide de changer la dénomination de la Société en «CRIBS S.A.» et de modifier l'article 1^{er} des statuts de la Société, afin de lui donner désormais la teneur suivante:

« **Art. 1^{er}.** Il existe une société anonyme sous la dénomination de «CRIBS S.A.» »

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: J.-P. SELIGSON, F. GIBERT et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C 1, le 14 janvier 2016. 1LAC/2016/1100. Reçu soixante quinze euros € 75,-.

Le Receveur (signé): MOLLING Paul.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 22 janvier 2016.

Référence de publication: 2016057340/52.

(160017534) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 janvier 2016.